

# LETTRE DU COMITÉ NATIONAL FRANÇAIS

## PRO MUSEIS

**A**u moment où nous écrivons ces lignes un conflit armé embrase une partie du monde. Il ne nous appartient pas, à nous membre de l'ICOM, et nous nous garderons de le faire, de porter un jugement sur cette confrontation. Notre souci, le souci du Comité français comme celui des autres membres de l'Organisation internationale des musées, ne peut être que celui des professionnels de musée, celui des collections dont ils ont la charge, à quelque pays qu'ils appartiennent.

Notre souhait est d'assurer de notre solidarité tous ceux qui œuvrent pour faciliter l'exercice plénier des responsabilités des uns pour la préservation des collections muséales qui sont notre patrimoine commun.

Notre référence reste le code de déontologie de l'ICOM et les textes internationaux relatifs à la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Que tous nos collègues étrangers sachent que, dans le domaine qui est le nôtre, nous ne pouvons envisager les relations entre nous que sur le plan de l'amitié, de la solidarité professionnelle et de la coopération.

Partout dans le monde, y compris dans les pays qui n'y sont pas directement impliqués, ne laissons pas cette guerre servir de prétexte à la division du monde des musées, au repliement sur soi. Et ceci vaut aussi bien pour les échanges et les réflexions communes que pour les collaborations à des expositions, que ce soit dans le domaine scientifique ou celui des prêts d'œuvres, toujours cependant, dans le respect des conditions de sécurité des personnels et des collections.

Tel est le message que nous voulons faire parvenir à tous nos collègues.

Tardifs mais encore plus d'actualité, mes vœux, ceux du Comité français de l'ICOM, s'adressent à chacun des membres de notre organisation, français ou étrangers, pour eux-mêmes et leur famille, pour leur activité professionnelle, pour les parcelles de patrimoine qu'ils ont la charge de préserver et de transmettre.

Jacques PEROT.

## CONSEIL EXÉCUTIF DE L'ICOM 1989-1992

**Président :** Alpha Oumar KORNARÉ, Professeur, Institut supérieur de formation et de recherche appliquée. B.P. 1744, Bamako, Mali.

**Vice-Présidents :** Irina ANTONOVA, Directeur, Musée des Beaux-Arts Pouchkine, 12 Volkhonka, 121019 Moscou URSS.  
Dr Herbert GANSLMAYR, Directeur, Übersee-Museum, 28800 Breme, Bahnhofplatz 13, Rép. féd. d'Allemagne.

**Trésorier :** Jean-Pierre MOHEN, Conservateur général, Musée des Antiquités Nationales, Château de Saint-Germain-en-Laye, 78103 Saint-Germain-en-Laye, France.

**Membres :** Dra Marta ARJONA PEREZ, Directora de Patrimonio Cultura, Calle A n° 608 E-25 y 27, Vedado, La Habana 4, Cuba.  
D<sup>r</sup> Patrick J. BOYLAN, Director of Museums and Arts, Leicestershire County Council, 96 New Walk, Leicester LE1 6TD, Royaume-Uni.  
D<sup>r</sup> Saroj GHOSE, Director General National Council of Science Museums, Block GN, Sector V, Bidhan Nagar (Salt Lake City), Calcuta 700 091, Inde.  
D<sup>r</sup> Vinas SOFKA, Head, Department of Coordination and Museum Development, Statens Historiska Museum, Box 5405, S-114 84 Stockholm, Suède.  
Marta de la TORRE, Program Director - Training, The Getty Conservation Institute, 4503 B Glencoe Avenue, Marina del Rey, CA 90292-6537, Etats-Unis.

**Ex officio :** Président du Comité consultatif : Brian ARTHUR, Directeur du Développement, Bureau du Directeur, Musée canadien de la Civilisation, Musées nationaux du Canada, Ottawa, Ont. K1A 0M8, Canada.

## BUREAU EXÉCUTIF DU COMITÉ FRANÇAIS

### Membres élus (1990-1992) :

- Catherine ARMINJON, conservateur en chef de l'Inventaire général à la Direction du Patrimoine.
- Irène BIZOT, conservateur général, administrateur délégué de la Réunion des musées nationaux.
- Annie CORBELLETO, restaurateur des musées nationaux.
- Sabine COTTE, conservateur en chef à l'Inspection générale des musées classés et contrôlés.
- André DESVALLEES, conservateur en chef, Direction des musées de France.
- Jean-Claude DUCLOS, conservateur au musée Dauphinois, Grenoble.
- François FLIEDER, directeur du Centre de Recherche sur la Conservation des documents graphiques.
- Pierre GAUDIBERT, conservateur au musée des Arts africains et océaniques.
- Martine JAOUÏ, conservateur au musée national des Arts et Traditions populaires.
- Jack LIGOT, chargé de Mission, ICMCC.
- Jean-Yves MARIN, conservateur au musée de Normandie, Caen.
- Jacques PEROT, directeur adjoint de l'École du Louvre et de l'École du Patrimoine.

### Membres de droit :

- *Le Directeur des musées de France :* M. Jacques SALLOIS
- *Le Chef de l'Inspection générale des musées classés et contrôlés.*
- *Le Président de l'Association générale des conservateurs :* M. Jean-Jacques BERTAUX
- *Le Directeur des Affaires Culturelles de la Ville de Paris :* M. Bruno RACINE
- *Le Directeur du Muséum national d'Histoire Naturelle :* M. Jacques FABRIES
- *L'Inspecteur général des musées d'Histoire naturelle de Province :* M. le Professeur Lucien LECLAIRE
- *Le Président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou :* M<sup>me</sup> AHRWEILER
- *Le Directeur du Palais de la Découverte.*
- *Le Directeur du musée de la Marine :* M. le contre-amiral François BELLEC
- *Le Directeur du musée du Conservatoire national des Arts et Métiers :* M<sup>me</sup> Dominique FERRIOT
- *Le Président de l'Association des musées et centres pour le développement de la culture scientifique et technique :* M. Charles PENEL, délégué.

## BUREAU

- Président :** Jacques PEROT,  
**Vice-Président :** Jean-Yves MARIN,  
**Secrétaire Général :** Catherine ARMINJON,  
**Secrétaire Général adjoint :** Annie CORBELLETO,  
**Trésorier :** Charles PENEL,  
**Trésorier adjoint :** Françoise FLIEDER.

# NOUVELLES DES COMITES INTER- NATIONAUX

## ARCHEOLOGIE ET HISTOIRE

(ICMAH)

DANEMARK,  
7 - 14 OCTOBRE 1990.

**C**ette réunion, très bien organisée par nos collègues danois, a marqué un net progrès de ce comité.

Les participants (38) étaient plus nombreux que d'habitude et les européens, bien que toujours majoritaires, n'étaient plus les seuls représentés; étaient en effet présents des collègues du Brésil, de l'Argentine, de l'Afrique, du Liban, de l'Australie... La délégation française comprenait 7 personnes.

Les communications, d'un meilleur niveau, ont eu lieu exclusivement en Anglais (2/3) ou en Français (1/3) et non plus en Allemand ou en Italien comme en 88 à Luxembourg. Les informations générales, les questions et souvent les exposés durant les visites ont été traduits par l'un ou l'autre des participants.

L'originalité des collections danoises tient notamment à la bonne conservation dans les tourbières de certains matériaux organiques (Age du Fer jusqu'au Moyen Age) et à la qualité des objets du haut Moyen Age (pierres runiques, civilisation Viking).

Les musées danois d'archéologie et d'ethnologie sont réaménagés avec un souci didactique prononcé dont pourraient s'inspirer certains musées français.

En résumé, un comité d'un bon niveau scientifique, des contacts toujours fructueux (échanges de publications) avec nos collègues étrangers, une ambiance beaucoup plus amicale et un rendez-vous pris à Calcutta et Delhi en 1991.



Marie-Thérèse BERGER.

## ARTS APPLIQUÉS

(ICAA)

HELSINKI,  
10 - 13 JUIN 1991.

**A**près Paris, Helsinki abritera les travaux du Comité grâce à l'invitation de notre collègue Jarmo Peltonen, directeur du musée des Arts décoratifs d'Helsinki (Korkeavuorenkatu 23 A, SF 00130 Helsinki, Finlande, Tél. 358 0 17 44 55, fax 358 0 62 67 33).

Le programme devrait être :

i - Que collectionner et comment ?

- collectionner le XX<sup>e</sup> siècle
- objectif des collections.

ii - Comment présenter ? (méthodes et propos)

- rendre les collections accessibles par de nouvelles méthodes
- buts recherchés par les expositions, les publications, les activités pédagogiques.

iii - Quelques réalisations muséales récentes

- présentation, recherche, publication
- marché aux idées ("mes prospectives").

Le programme sera suivi d'excursions et de visites (13-16 juin 1991).

A noter la composition du nouveau bureau élu à Paris :

**Présidente** : Dr Maria-Teresa Gomes Ferreira, Directeur de la Fondation Calouste Gulbenkian, Lisbonne (Portugal).

**Secrétaire général** : Jan-Lauritz Opstad, Directeur du musée des Arts décoratifs de Trondheim (Norvège).

## AUDIOVISUEL et NOUVELLES TECHNOLOGIES

(AVICOM)

*Nous sommes heureux de saluer la création de ce nouveau Comité*

qui doit beaucoup au colloque européen **TÉLÉVISION MUSÉES** (Lille, 1988) organisé par nos collègues Simone Blazy et Geneviève Becquart.

*Nos vœux de succès pour la première réunion internationale du Comité (Paris, 5-7 juin 1991).*

**O**utre leurs missions de collecte et de conservation, les musées ont une mission de communication.

Ils doivent donc prendre en compte les nouvelles technologies. L'ICOM paraît être la structure adéquate pour créer un comité international qui couvre le vaste domaine de l'image et du son. La tâche est immense pour permettre à tous les musées du monde de bien connaître les techniques de l'audiovisuel, leurs contraintes mais aussi leurs potentialités.

Si on veut arriver à une bonne communication internationale, il faut une bonne coopération tant sur les normes techniques que sur les systèmes descriptifs pour les bases de données.

Les missions du comité seront de recenser les techniques, les institutions, les collections, les bases et banques de données, favoriser la connaissance des méthodes de conservation des documents audiovisuels sous toutes leurs formes, sensibiliser et informer les professionnels de musées sur l'utilité de l'audiovisuel et des technologies nouvelles, étudier le cadre juridique et financier relatif à l'image et à l'audiovisuel, encourager la création de réseaux d'échanges, assurer le rôle de conseil auprès des musées, encourager la connaissance de l'histoire, des techniques, recommander la prise en compte de l'audiovisuel dans les budgets d'expositions et les catalogues.

Le comité devra entretenir des relations étroites avec certains organismes nationaux ou internationaux tels que l'UNESCO, les comités internationaux de l'ICOM, l'I.A.S.A. (Association Internationale des Archives Sonores) le FIAT, l'INA, l'AVMAG...

Les membres du comité seront des responsables et des personnes conservant des collections, responsables de services audiovisuels et

nouvelles technologies dans les musées et institutions culturelles. Il est indispensable d'y associer des professionnels extérieurs de musées et répondant au Code de déontologie.

Le comité devra faire appel au mécénat et rechercher des sources de financement propres, l'aide allouée par l'ICOM ou autre cotisation étant insuffisante.

## JOURNÉES INTERNATIONALES AVICOM

5 - 6 - 7 JUIN 1991.

### PROGRAMME PROVISOIRE

#### • MERCREDI 5 JUIN :

- *Matin* : Lieu : Auditorium de la Galerie Colbert.

9 h - 10 h : accueil et inscriptions.  
10 h : introduction : Le Comité AVICOM : ses buts et organisation - Présentation des journées.

11 h - 13 h : Thème le SON. Interventions (durée de chacune : 15 à 20').

13 h : Buffet (Galerie Colbert).

- *Après-midi* : Lieu : Musée d'Orsay.

15 h - 17 h 30.

- *Soirée* : Lieu : Musée de l'Armée, Hôtel des Invalides.

18 h : présentation de programmes AV.

19 h 30 : Galerie d'Honneur : Réception.

#### • JEUDI 6 JUIN :

Journée prévue avec transport en car.

- *Matin* : Lieu : Musée National des Arts et Traditions Populaires : Auditorium.

9 h 30 - 12 h 30 : Thème : IMAGE FIXE - IMAGE ANIMÉE présentations et interventions.

13 h : Buffet (au jardin).

- *Après-midi* :

14 h 30 : suite des interventions.  
17 h : départ pour la Fondation Albert Kahn à Boulogne/Seine.  
17 h 30 : présentation des Collections et des VIDEOSISQUES.

- *Soirée* :

Cocktail dans les Jardins Albert Kahn.

#### • VENDREDI 7 JUIN :

- *Matin* : Lieu : Vidéothèque de Paris au Forum des Halles et autres options.

9 h - 12 h : présentation de la Vidéothèque et interventions.  
12 h 30 - 13 h 30 : AUDITORIUM DU LOUVRE...

- *Déjeuner* : libre.

- *Après-midi* : lieu : Cinémathèque de Paris et Musée du Cinéma.

15 h 17 h : fin des interventions et présentations.

17 h 30 - 18 h 30 : Assemblée Générale Constitutive. Élections du Bureau du Comité AVICOM.

- *Soirée* : Réception finale.

#### Renseignements :

Claude-Nicole Hocquart  
Association de l'École du Louvre  
54, Quai du Louvre  
75041 PARIS Cedex 01  
Tél. (1) 42 60 39 26.

## BEAUX-ARTS

(ICFA)

FLORENCE,  
29 - 31 OCTOBRE 1990.

La réunion s'est tenue au Palais Pitti sous la direction de Georges Prince de Hohenzollern, Directeur du Bayerisches Nationalmuseum à Munich.

L'ordre du jour portait sur la position des différents pays de la CEE face au Marché unique de 1993 en matière d'œuvres d'art. Edouard Pommier et Françoise Cacin ont rappelé la position de la France. Tous les objets antérieurs à 1900 doivent avoir une licence d'exportation. Il conviendrait de prévoir un système à double détente. Les œuvres d'importance nationale se verraient refuser de sortir du pays ; les autres œuvres disposeraient soit d'un passeport européen (libre circulation dans la C.E.E.), soit d'un passeport de libre circulation hors d'Europe. Dans tous les cas une Commission devra trancher s'il y a litige. Le trafic illicite risque de s'amplifier ; il conviendra donc d'organiser un système pour l'enrayer. Ne peut-on prévoir la rédaction d'un document, délivré par l'autorité culturelle de chaque pays ?

Les conservateurs des autres pays de la Communauté ont insisté sur la notion du Patrimoine et sur le contrôle du marché de l'art (Pérez Sanchez).

Les Allemands ont rappelé que leur pays n'exerçait pas de contrôle (absence de grandes collections privées, problèmes liés aux églises catholiques...).

Après une discussion où sont intervenus les conservateurs américains, assez inquiets des conséquences de l'Acte Unique, une motion a été acceptée par l'ensemble du Comité. Le texte fait largement appel à la responsabilité des États et insiste sur la notion de Patrimoine à protéger sans pour autant adopter une attitude négative vis-à-vis de la libre circulation des œuvres d'art.

La réunion s'est terminée par les traditionnelles visites de collections privées et en l'occurrence de villas florentines. La prochaine réunion est prévue à Copenhague en juin 1991.

J. KUHNMUNCH,  
Musée de Valenciennes.

## CONSERVATION

(CC)

DRESDE,  
26 - 31 AOUT 1990.

### A — LE COMITÉ CONSERVATION

— Ce comité, le plus important comité de l'ICOM (600 personnes), rassemble une grande majorité de restaurateurs à côté d'un nombre important de scientifiques (chimistes et physiciens) et un petit nombre d'historiens d'art, d'archéologues, de directeurs de musées et d'administrateurs.

— Il est divisé en 26 groupes de travail.

— Le bureau du directoire a été partiellement renouvelé (conformément aux statuts les membres du bureau sont élus par les membres du comité à jour de leur cotisation dans les différents comités nationaux et ne peuvent siéger plus de 2 législatures consécutives donc 6 ans).

### Sections et modérateurs (4)

Le nombre des groupes de travail étant infiniment élevé (26) il est apparu souhaitable pour la première fois cette année de rassembler plusieurs groupes en une sec-

## NOUVELLES DES COMITES INTER- NATIONAUX

tion et le responsable des quatre sections ainsi définies pour les 25 groupes réunis à Dresde et 3 pré-groupes de travail supplémentaires devaient sélectionner la communication la plus représentative de chaque groupe (après une proposition de classement du coordinateur de chaque groupe de travail) pour une présentation en séance plénière. Cette organisation a été mise sur pied pour resserrer la présentation des séances plénières et ainsi rendre ces séances plus attrayantes pour les généralistes que sont les responsables de musées donc les attirer dans ce comité où ils sont peu représentés et enfin les sensibiliser à la conservation matérielle.

La conservation matérielle souffrant de cloisonnement, peut-être ces séances plénières permettent-elles aussi de contribuer au décloisonnement de la profession et d'illustrer l'interdisciplinarité.

A la fin de la conférence un questionnaire a été remis aux participants pour analyser leurs réactions et améliorer le système.

### La conférence de Dresde :

- 4 séances plénières de 3 heures = 12 heures.
- 4 jours de réunions de 28 groupes de travail simultanément pendant 3 heures 30 chaque jour, soit  $4 \times 3 \text{ h } 30 = 14 \text{ heures}$ .
- Visites d'atelier 2 séances de 3 heures = 6 heures.

### Remarques :

Le groupe 5, sculptures polychromes ne s'est guère réuni.

En revanche, trois sujets ont fait l'objet de travaux de pré-groupe de travail :

- la laque d'Extrême-Orient
- la peinture d'Extrême-Orient
- les matériaux nouveaux.

### Quelques remarques sur le plan technico-scientifique :

Du point de vue de l'archéologie, les travaux utiles se sont déroulés dans les groupes suivants :

- n° 7 : Bois gorgés d'eau (les meilleurs travaux 1990)
- n° 22 : Métal
- n° 18 : Cuir
- n° 20 : Verre, céramiques et matériaux proches
- n° 10 : Pierre et matériaux pierreux
- n° 24 : Peinture rupestre

n° 15 : Peintures murales et mosaïques

n° 1 : Méthodes scientifiques d'analyse

et un peu le pré-groupe Matériaux nouveaux.

Les travaux intéressants concernent par ordre d'intérêt (nouveauté ; aisance de mise en place de la méthode ; qualité de la présentation et justification des travaux...) :

### Bois gorgés d'eau :

— structure forte à Brême (Port de Brême, RFA), sous l'autorité très compétente de Pel Ullmann consacré aux consolidations de bateaux entiers, à la suite de fouilles de sauvetage, grâce à une méthode de deux paliers d'imprégnation au PEG (Polyéthylène glycol) ; la nouveauté est l'extraction du consolidant en phase intermédiaire, ce qui a pour but de durcir la surface.

### Exemple :

- Coût 132 000 marks (pour la mise à jour, la construction du berceau nécessaire au transport du site à l'atelier assumé par l'aménageur).
  - temps nécessaire : 1<sup>re</sup> étape 3 ans ; 2<sup>e</sup> étape 2 ans.
  - matériau nécessaire ; 50 tonnes de PEG.
- Travaux japonais qui ont présenté une méthode mixte de deux procédés déjà précédemment utilisés mais non ensemble :
- "manitol" et polyéthylène glycol (PEG)
  - lyophilisation.

L'addition de PEG au "manitol" apporte de la souplesse au consolidant par rapport au seul manitol.

L'addition de PEG permet de dissoudre les cristaux de manitol qui se forment à la surface.

— Travaux hongrois présentant la consolidation au sucre avec désinfectants : pentachlorophenol, formaldéhyde, sels d'ammonium quaternaire).

Les avantages de cette méthode sont la simplicité de mise en œuvre, son coût très faible et la facilité des collages ultérieurs.

L'inconvénient de cette méthode est la relative fragilité aux micro organismes.

— Travaux danois alertant sur la dégradation du polyéthylène glycol.

Une excellente intervention de

François Flieder (France, Directeur du CRCDG) a modulé les conclusions car elle fait remarquer que le tannin bloque cette réaction donc que du chêne imprégné de PEG est plus stable que du pin par exemple.

### Méthodes scientifiques d'analyse.

En dendrochronologie, excellente conférence faite par D<sup>r</sup> Klein (Hambourg) rappelant que la dendrochronologie est aisée pour le chêne mais sera impossible pour les bois tel que le peuplier et sujette à pièges pour les résineux : il a souligné qu'il fallait faire des cartes régionales du pin car sa croissance varie selon les régions et varie selon qu'il pousse en plaine ou en altitude.

A Hambourg c'est son collègue M. Eckstein qui est plutôt l'interlocuteur en archéologie du point de vue de la dendrochronologie.

L'université de Hambourg, structure d'accueil de ces deux chercheurs commence à facturer leurs prestations (coût modique).

Des informations intéressantes sur la qualité de "Archéolab" (Suisse) m'ont été données : si en RFA il existe des laboratoires de service de type privé aux résultats bruts peu satisfaisants, en revanche, "Archéolab" (laboratoire privé en Suisse) semble avoir bonne réputation. L'université de Hambourg reçoit trop de demandes pour les traiter de manière rapide, satisfaisante.

### Pierre :

Des conférences traitant de l'extraction des sels ont fait remarquer que quelquefois une partie de sels "migrants" joue un rôle positif et n'est pas forcément à extraire : en particulier l'humidité observée dans la structure du sphinx de Giseh est une aide à la polymérisation du consolidant et la présence de sels (le contrôle de leur éventuelle migration sous l'effet d'un taux connu et contrôlé d'humidité est indispensable) permet l'enrobage des grains de calcaire (travaux égyptiens).

Il ne faut pas sous estimer la relative fragilité à l'attaque des bactéries de certains consolidants tels l'acétate de polyvinyle (travaux russes).

### Métal :

Des travaux intéressants (russes et australiens) ont été faits sur les

relations entre les diverses compositions des alliages de bronze et les caractéristiques de leur patine (protection, attaque).

Un article polonais sur l'histoire des méthodes d'analyses des bronzes est un bon survol de la question.

Une très intéressante communication russe a été faite sur la technologie du "grénetis" (méthodes de fabrications illustrées par des schémas et des photographies représentatives des critères de détermination).

#### **Peinture rupestre :**

Peu de communications mais deux informations scientifiques et précises sur des sites exotiques : Chili et Brésil.

#### **Peintures murales et mosaïques :**

À côté d'informations de type traditionnel sur la technique de vraie fresque des Carrache (fresques à Bologne, Italie) on a pu surtout apprécier la découverte d'un nouveau pigment bleu (d'une couleur d'un bleu soutenu, comparable à celle du lapis lazuli) dans des peintures murales médiévales dans les Pyrénées (travaux hispano-andorrans).

Il faut aussi citer des travaux russes en Turkménie où l'on a trouvé des liants organiques ("dopant") dans les préparations et couches de couleur de peintures murales médiévales d'Asie Centrale ; le but de ces "laits et jus" est de durcir la couche de peinture murale.

On peut regretter l'absence de travaux présentés sur la mosaïque.

### **B — L'INSTITUT D'ARCHÉOLOGIE DE DRESDE**

J'ai demandé un rendez-vous à son directeur M. Voigt et celui-ci étant absent j'ai été reçu par son adjoint le D<sup>r</sup> Günhe et l'un de ses conservateurs.

La conversation s'est déroulée en anglais.

#### **L'organisation :**

Les institutions de l'archéologie sont nationales et relèvent actuellement du ministère de l'Éducation.

L'institut de Dresde est l'Institut Central de la Saxe, comme il existe des instituts centraux à :

- Schwerin rassemblant les travaux de Schwerin, Rostock, Brandebourg.

- Potsdam rassemblant les travaux de Potsdam, Francfort sur Oder et Gottbus.

- Berlin.
- Halle rassemblant les travaux de Halle et Magdebourg.
- Weimar rassemblant les travaux de Weimar, Erfurt, Gera, Sahly.

Dresde rassemblant les travaux de Dresde, Leipzig et Cremonitz (ex. Karl Marx Stadt).

Les objets mis à jour sont les collections des musées des villes ; pour la Saxe il y a des musées d'archéologie à :

- Dresde (Palais Japonais ; siège de l'Institut Central d'archéologie de la Saxe)
- Leipzig
- Pirna
- Zwickau
- Bautzen
- Górlitz.

#### **Le personnel :**

L'Institut Central de Dresde comprend 58 personnes dont 15 chercheurs et environ 10 assistants (le reste en personnel annexe ou d'exécution y compris secrétaires et gardiens).

À Leipzig 5 chercheurs (archéologues spécialisés en archéologie urbaine).

À Freiberg 3 chercheurs (archéologues spécialisés en recherche minière).

#### **Remarque :**

— Il ne faut pas oublier que l'Académie de recherche minière de Freiberg a 250 ans d'existence et doit être la plus ancienne institution d'Europe spécialisée sur ce sujet.

— L'Académie de Freiberg offre une capacité d'analyse de métaux et d'environnement ; elle peut assister les 3 archéologues chercheurs.

#### **Conditions des fouilles :**

C'est à l'Institut central de Dresde que sont :

- étudiés les projets de fouilles ;
- décidées les campagnes de fouilles.

Les fouilles sont exécutées essentiellement par les équipes des différentes villes (celles des musées) et encadrées par les archéologues chercheurs (mineurs = 3 ; urbains = 5 ; ou généralistes = 15) au nombre de 23.

#### **La formation :**

On devient archéologue après 5 années d'études :

- Berlin, Museum of German History
- Halle
- Weimar (formation spécialisée en restauration). Professeurs Bleck et Ersfeld.

Il existe plusieurs degrés dans la formation. Si l'on s'arrête au bout de 3 ans on est plutôt "assistant" et non archéologue. C'est ce personnel (environ 10 personnes en Saxe) qui permet d'assurer une réponse relativement rapide si il se présente des travaux d'urgence ; mais la RDA n'est pas encore un pays en expansion telle que les grands travaux la touchent. Cependant déjà sur ce plan le manque de personnel se fait sentir.

#### **Les publications**

(cf. Volumes I et II des mélanges RDA qui précisent les points suivants).

Il existe 5 types de publications :

- 1 — Volumes sur les fouilles de RDA, par région archéologique dont Dresde est l'une des 5 facettes (Synthèse géographique) à côté de Weimar, Halle, Potsdam et Schwerin.
- 2 — Volumes de l'Académie de Berlin (Synthèse scientifique) : travaux sur le sol de RDA et archéologie allemande partout dans le monde.
- 3 — Monographies.
- 4 — Les fouilles et l'histoire du Moyen-Âge à Dresde (recherche).
- 5 — Les petits cahiers de la Préhistoire (Information rapide, simple, événementielle).

#### **Le financement :**

Le ministère de l'Éducation donne l'argent aux Instituts qui ensuite établissent les programmes de travaux.

Le personnel est insuffisant en nombre.

La loi qui régit les fouilles en RDA est la loi du 28 mai 1954 (texte sera envoyé par nos collègues) avec un titre "fouilles fortuites".

#### **Le futur :**

Dès le 9 octobre 1990, anniversaire de la Révolution pacifique :

## NOUVELLES DES COMITES INTER- NATIONAUX

- L'Archéologie dépendra, comme en RFA, du Ministère de l'Intérieur en raison de l'autorisation de Police qui la régit.
- En octobre 1990, le nombre des Länder sera réduit à 5 :
  - Le Mecklembourg, capitale : Schwerin
  - Le Brandebourg, capitale : Potsdam
  - Le pays de Saxe et Anhalt, capitale : Halle
  - La Saxe, capitale : Dresde
  - La Thuringe, capitale : Weimar.

### Une exposition sur l'archéologie en Saxe

au Palais Japonais de Dresde en Août-Septembre 1990 :

- Présentation austère mais claire.
- Abondance de panneaux didactiques.
- Éléments de fouilles en situation (sépultures reconstituées, puits...).
- Le métal est souvent "renové" ; des pièces émaillées sont "refaites" complètement et présentées à côté de l'objet original (dégradé) pour évoquer la fonction et les couleurs (actuellement ces dernières sont perdues).
- Très peu de visiteurs au Palais Japonais et peu de publicité à Dresde pour ce sujet, parallèlement à l'annonce forte pour le trésor et les collections de peinture et de porcelaine.

### CONCLUSION :

Même si dans tout colloque de type ouvert tel que celui-ci réuni pour faire le point sur les connaissances quelque soit le sujet, à la différence de IIC qui travaille sur programme (International Institute for Conservation, siège à Londres), il faut admettre qu'une certaine partie des travaux est d'insuffisante qualité, beaucoup d'entre eux sur un total de 236 textes communiqués sont excellents et il est d'autre part capital de garder un contact étroit avec de nombreuses institutions étrangères dont l'appréciation de l'évolution des structures, des politiques, de la recherche et de leur personnel n'est vraiment sensible que grâce à ces contacts.

Ségolène BERGEON  
Direction du Patrimoine.

## CONSERVATION

(CC)

DRESDE,  
26 - 31 AOUT 1990.

*La lecture par les auteurs de leurs travaux est souvent fastidieuse et il m'a semblé préférable d'organiser de petites rencontres à deux ou trois sur un sujet donné, ou d'approfondir ceux traités dans les conférences. Le plus simple est de relater de manière chronologique les différents événements et conférences qui se sont déroulées pendant ces six jours.*

### Dimanche 26 :

Réunion à huis-clos du groupe de travail "Éclairage et Contrôle du climat" :

- démission du coordinateur après 9 années d'exercice
- présentation du travail individuel de chacun des membres
- préparation de l'après-midi consacré à notre groupe
- proposition d'un nouveau coordinateur.

### Lundi 27 :

Les séances de présentation des travaux des groupes de travail ne s'adressent trop souvent qu'aux seuls spécialistes et grâce aux "preprints" distribués à l'ouverture du congrès il nous est plus facile de choisir parmi les 6 groupes de travail présentant leurs travaux celui auquel nous souhaitons participer. J'ai personnellement après l'intervention de Naoko Sonoda du laboratoire, dans le groupe de travail sur l'investigation scientifique, repris le texte de mon intervention, prévu mercredi, conformément aux vœux du groupe, afin de limiter celle-ci à 10 mn pour laisser un temps maximum aux questions qu'elle suscitera.

Le soir visite des Ateliers de restauration peintures du Musée : peu de moyens d'investigation (lumière visible, UV et radiographie industrielle), extrême prudence sur les interventions dûe sans doute à un manque de technicité et de non échange des technologies avec l'étranger.

### Mardi 28 :

Séance plénière de la section A : Ouverture remarquable avec l'intervention de Stefan Michalski à propos des recommandations sur la conservation trop peu souvent mises en application, et sur l'importance d'une connaissance raisonnée de la solidité à la lumière des matières entrant dans la composition des objets d'art.

Annnonce lors de la session et par voies d'affiches d'un débat ayant pour sujet "pour ou contre des Normes (Standards) en conservation" organisé par notre groupe de travail pour mercredi après-midi.

L'après-midi réunion avec S. Michalski, de l'Institut Canadien de Conservation, et T. Padfield, du Département de la Conservation du M. N. Dannois, sur la pertinence des normes, notamment différentes en ce qui concerne le climat ou l'éclairage.

### Mercredi 29 :

Séance plénière de la section B : Présentation du travail de restauration de mobilier Bouille, effectuer, pour le compte du Musée P. Getty. Dommage que nos services qui ont d'autres méthodes, n'aient pas été représentés.

L'après-midi, présentation, dans la salle Plénière, des travaux de notre groupe de travail "Éclairage et Contrôle du Climat" :

— S. Staniforth (Angleterre) a présenté son étude sur l'éclairage naturel avec la pose d'un grand nombre de capteurs, dans une Demeure-musée. Elle a notamment évoqué le problème de la gestion des mesures.

Je pense qu'il s'agit d'un faux problème et lui ai proposé une autre méthode de contrôle plus simple et plus facile à gérer, par l'utilisation du facteur de lumière du jour.

— S. Michalski (Canada) a proposé un début de méthodologie pour la conservation préventive.

— Le travail de T. Padfield (Danemark) a essentiellement porté sur les mauvais choix en matière de climat entre climatisation active et passive.

— S. Miura (Japon) a complété son intervention faite en 87 sur la stabilité climatique d'une grande vitrine contenant un temple en bois, dans un édifice ouvert.

— Présentation de mon rapport sur les critères de choix des films de protection. J'ai répondu aux questions concernant une éventuelle normalisation de nos critères, de la durée de vie et de l'influence sur les couleurs. M. P. Cannon-Brookes, éditeur de la revue "Museum Management and Curatorship" aimerait publier l'intervention. Je lui ai proposé de la reprendre sous forme d'article prochainement.

#### Jeudi 30 :

Rendez-vous avec plusieurs personnes sur la protection vis à vis de la lumière naturelle (F. Schweizer - Genève ; Z. Simon - Tel Aviv ; A. Brandt - B.N.).

Visite en début d'après-midi de la partie technique de l'Opéra, puis réunion à huis-clos de notre groupe de travail :

— élection du nouveau coordinateur : T. Padfield,

— programme d'étude pour les trois ans à venir.

Personnellement il m'a été demandé de continuer le travail sur les filtres, de l'étendre aux vitrages et de prendre en compte le rendu des couleurs.

Le soir, présentation de la banque de données internationale sur la Conservation. Interrogation en temps réel sur des articles ou des produits. Très performant. A noter que cela a été la seule activité sans traduction française. D'une manière générale nous avons exigé une traduction plus comme acte "politique" que pour une meilleure compréhension, car la qualité n'était vraiment pas très bonne.

Jean-Jacques EZRATI,  
Direction des Musées de France.

## CONSERVATION

(CC)

DRESDE,  
26 - 31 AOUT 1990.

Près de 500 membres ont participé à la 9<sup>e</sup> réunion triennale du Comité International pour la Conservation qui s'est tenue à Dresde du 26 au 31 août 1990. Vous trouverez ci-joint la liste des participants. La ville de Dresde est un lieu de mémoire tant par ses collections que par la présence

des effets de la deuxième guerre mondiale.

L'assemblée générale de l'ICOM-CC a montré qu'il existait quelques dissensions au sujet des rôles respectifs des coordinateurs et des modérateurs. Le règlement que vous trouverez ci-joint a fait l'objet de contestations en particulier au sujet des élections des coordinateurs et la nomination des modérateurs.

Le nouveau bureau a été élu. Deux membres de l'ancien bureau ont vu leur mandat reconduit. Le Président est Monsieur Cliff Mc Cawley ancien trésorier du Comité. Madame Catherine Perier d'Ieteren et Monsieur Nicholas Stanley Price sont respectivement vice-présidente et trésorier pour la prochaine période triennale. Vous trouverez ci-jointe la liste du Conseil de Direction ainsi que celle concernant les coordinateurs et coordinateurs adjoints.

L'accueil des nouveaux membres n'est pas suffisamment organisé et dépend trop de quelque bonne volonté. L'ordre du jour ci-joint a dû être modifié à la demande de coordinateurs. Le déroulement du Congrès nous a paru intéressant dans son principe avec des séances plénières pluri-disciplinaires chaque matinée et des séances simultanées des groupes de travail plus spécialisées l'après-midi. Toutefois la présentation des communications n'est pas toujours convaincante. Dans bien des cas, la lecture des préprints est plus satisfaisante. Une communication orale devrait amener des éléments autres que ceux rapportés dans les préprints (photographies, documents, mise en relief du travail, etc...) selon les conseils apportés par les coordinateurs. La qualité des conditions d'exposé est primordiale et n'a pas toujours été parfaite ainsi que les traductions simultanées qui n'étaient présentes que dans certaines salles de réunions.

La présence d'une séance de poster a permis de prolonger les discussions au-delà des réunions de travail. Cette forme de présentation devrait être adoptée pour les communications qui comportent des documents scientifiques telles photographies ou radiographies. Leur examen prolongé en présence du rapporteur favoriserait les échanges.

Les groupes de travail, qui disposaient de plus de temps dans l'or-

ganisation des réunions triennales précédentes, n'ont disposé que de trois heures à cause de la création de séances pluri-disciplinaires durant toutes les matinées. Nous avons constaté que les groupes de travail devraient disposer de plus de temps afin de rassembler les personnes concernées par les mêmes occupations et permettre des échanges et des mises au point.

Au sein du groupe de travail 1, dont vous trouverez le programme de la réunion plénière ci-joint, Ch. Lahanier a dû animer une seconde réunion hors programme le mardi de 13 à 14 heures trente, afin de mettre au point les intentions de collaboration et de projets pour la prochaine période triennale. Toutefois, le temps imparti à cette réunion était trop court pour permettre d'établir un programme détaillé des activités proposées par les membres actifs. Faute de temps cette part d'activité devra être menée par courrier auprès des membres actifs dont vous trouverez la liste ci-jointe. Des contacts ont cependant pu être pris à cette occasion et cela est une des richesses du Congrès.

Le groupe de travail "résine" 16 qui comporte peu de membres a permis les échanges fructueux plus spécialisés et techniques.

Les preprints, deux volumes de 840 pages au total témoignent, une fois de plus, de l'activité importante menée dans l'ICOM-CC. Le caractère original de nombreuses communications n'est pas toujours évident.

Les visites organisées dans les ateliers de restauration ont permis d'apprécier la diversité des activités menées à Dresde.

Il est vraisemblable que le lieu de la prochaine réunion triennale, en 1993, soit Washington.

M. EVENO, D. FROMAGEOT,  
Ch. LAHANIER et E. MARTIN  
Laboratoire de recherches  
des Musées de France.

## CONSERVATION

(CC)

DRESDE.

Plutôt que d'essayer de couvrir tous les aspects du congrès de



## NOUVELLES DES COMITES INTER- NATIONAUX

*Dresde dans un rapport de caractère général, je voudrais rendre compte, de façon plus personnelle, des activités auxquelles j'ai choisi de participer, des réflexions parfois critiques que m'a inspirées cette manifestation, ainsi que des moments qui ont constitué à mes yeux les temps forts de ce congrès.*

1°) En tant que conservateur chargée de l'Archéologie au Service de Restauration des Musées de France, j'ai choisi de concentrer mon attention sur les activités traitant de près ou de loin des problèmes posés par la conservation et la restauration des œuvres d'art antiques. C'est ainsi que j'ai participé aux réunions des groupes de travail sur le métal, sur le verre et la céramique, sur la peinture murale et la mosaïque, et sur la pierre. J'ai également suivi en partie les débats du groupe protection des œuvres d'art en transit. Et, comme l'informatique devient un outil de travail précieux, pour ne pas dire indispensable dans notre discipline, j'ai assisté avec beaucoup d'intérêt à la démonstration du CIN (Conservation Information Network), à savoir cette banque de données informatisées développée par la Fondation J.-Paul Getty et l'Institut Canadien de Conservation.

Par ailleurs j'ai visité la collection d'antiquités grecques, étrusques et romaines exposée à l'Albertinum, en regrettant que l'une des plus belles pièces de la collection — une copie romaine de la Ménade dansante créée par le sculpteur grec Scopas au IV<sup>e</sup> siècle avant J.C. — n'y soit pas mieux mise en valeur. L'exposition temporaire sur la restauration des trésors d'art, présentée dans le même musée et accompagnée d'un catalogue fort complet, comportait enfin une section sur la restauration des vases antiques.

De ces différentes démarches il m'est apparu, une fois de plus, que la restauration des antiquités reste un domaine malheureusement encore trop négligé. Trop peu de restaurateurs y travaillent, trop peu de recherches lui sont consacrées. Des opérations d'envergure et de prestige telles que le sauvetage de la tombe de Néfertari, mené par l'Organisation Égyptienne des Antiquités et le Getty Conservation Institute, peuvent certes attirer l'attention sur le sort préoccupant du patrimoine

antique, mais, pour une œuvre phare ainsi rescapée à grand frais, combien de collections et de monuments végètent ou s'abîment dans l'ombre.

2°) Un congrès tel que celui-ci suscite bien des réflexions et des interrogations — et ce n'est pas là l'un des moindres intérêts de ce genre de manifestation que de stimuler l'esprit critique.

— Un constat tout d'abord : la participation de la France, en termes de communications présentées lors d'une rencontre internationale de ce type, reste trop faible. Nous devons œuvrer avec plus de dynamisme dans ce domaine.

— Tout ce qui peut favoriser la prise de contact et l'échange d'information entre participants des différents pays est à entreprendre. Ainsi, présenter des panneaux illustrant les activités des restaurateurs en Allemagne de l'Est était bien ; mais il eût été encore plus profitable d'organiser une séance pendant laquelle les auteurs des panneaux auraient été présents sur le stand pour répondre aux questions des intéressés. De même on aurait aimé visiter l'exposition temporaire sur la restauration des chefs-d'œuvre de l'art en compagnie des restaurateurs allemands qui l'avaient préparée, de manière à dialoguer de manière plus précise et approfondie face aux œuvres mêmes.

— La vitalité des différents groupes de travail est très inégale. Certains attirent une audience fournie et sont le lieu de débats fructueux, d'autres semblent quasi moribonds. De même, la qualité des communications présentées en séance plénière était très fluctuante. N'y a-t-il pas là des questions de fond à revoir ?

3°) Parmi les temps forts qui ont marqué à mes yeux ce congrès de Dresde, j'évoquerai la brillante communication présentée par Jaynie Anderson, qui a fait revivre pour nous la figure de Giuseppe Molteni, un célèbre restaurateur italien de peinture du siècle dernier. Le sujet était passionnant, l'exposé bien documenté, la présentation parfaite et égayée par quelques pointes de cet inimitable humour britannique. On attend maintenant avec impatience de lire la correspondance échangée entre G. Molteni et G. Morelli, que Madame Anderson doit pro-

chainement publier. Dans un tout autre genre, la présentation qu'Hans-Martin Walcha, restaurateur de porcelaine au musée de Dresde, fit de ses travaux fut un moment privilégié. Monsieur Walcha prit la parole devant le groupe céramique et verre. L'après-midi était déjà avancé, l'assistance était clairsemée, quand soudain nous fûmes captivés par ce que nous vîmes et entendîmes : des restaurations d'une qualité technique éblouissante, effectuées sur de précieuses porcelaines chinoises et européennes du 18<sup>e</sup> siècle, expliquées avec beaucoup de finesse et soulevant un vrai débat de fond sur le plan déontologique. Monsieur Walcha voit loin. Il voit déjà l'an 2006 où l'on fêtera le huit centième anniversaire de sa ville de Dresde, et il rêve d'une Dresde sauvée de la ruine, restaurée dans sa beauté d'antan. Je souhaite que son rêve se réalise.

Brigitte BOURGEOIS  
Service de restauration  
des Musées de France.

## COSTUME

BUDAPEST,  
4 - 19 JUIN 1990.

La réunion annuelle du Comité International du Costume s'est tenue cette année à Budapest. Elle a été organisée par Xatalin Földi-Dössa, conservateur du Musée national hongrois, avec la collaboration de six autres musées hongrois.

Cinquante conservateurs, chercheurs, documentalistes étaient venus de l'étranger : États-Unis, Angleterre et surtout avec une importante participation cette année des pays de l'Est. Pour la France, nous étions quatre, deux personnes du Musée Galliera, un chercheur et moi-même.

Le thème de cette rencontre était : "La mode au XIX<sup>e</sup> siècle".

Comme dans chacun de ces congrès, les journées ont été occupées par des conférences, visites de musées et de réserves, rencontres, excursions.

## Conférences

Se succédant à un rythme très rapide, les interventions (d'une durée de 20 à 30 minutes) ont surtout porté sur l'histoire des collections à travers la vie d'un personnage d'une famille privée ou royale, approche intéressante et complète d'un sujet. A également été traitée à deux ou trois reprises l'image de la mode et de la femme à travers les journaux du XIX<sup>e</sup> siècle. La présentation du Musée des Beaux-Arts de Dresde qui possède vingt tenues complètes des électeurs de Saxe du XVI et XVIII<sup>e</sup> siècle a particulièrement frappé l'auditoire.

Pour ma part, à la suggestion de mes collègues du Musée Galliera, j'ai présenté l'histoire de la restauration du Théâtre de la Mode au lieu du sujet proposé "Les bijoux traditionnels français". L'enthousiasme a été général, les uns souhaitant emprunter l'exposition, les autres désirant venir pendant l'été la visiter.

## Visite des musées et des réserves

Toujours très profitables, les visites nous ont permis de connaître le Musée national hongrois, le Musée des Arts décoratifs, le Musée littéraire Petofi et le Musée d'Ethnographie. Très grands bâtiments du XIX<sup>e</sup> siècle renfermant des collections importantes (à l'exception du petit musée Petofi).

Katalin Földi nous a présenté les réserves du Musée National qui contient 4000 costumes et accessoires du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle et plus de 4000 échantillons et éléments textiles, regroupés dans deux pièces aménagées d'armoires penderies et de tiroirs (pas d'étagères mobiles).

Au Musée des Arts décoratifs et au Musée national, nous ont été présentés les ateliers de restauration assez exigus, mais pourvus d'un matériel inspiré du mobilier de la Fondation Abegg. Les techniques de restauration textile suivent celles que nous utilisons : doublage de gaze cousue, teinture végétale des fils et tissus, photographies avant et après restauration.

Au Musée d'Ethnographie qui renferme 50 000 costumes européens nous n'avons pu observer qu'une très petite exposition de bijoux,

des Balkans, pas d'exposition de céramique, ni de costumes. En revanche, présentation intéressante des capes des bergers brodées, une originalité du costume hongrois.

## Excursions

Deux visites hors la ville étaient prévues. La première à Hollókö : village paysan conservé à une cinquantaine de kilomètres de Budapest qui fait partie du patrimoine mondial ; intéressant pour l'habitat et les costumes dont nous avons eu une présentation filmée auparavant. Le deuxième voyage avait lieu dans la "Puszta" à Hortolagy, lieu réputé pour l'élevage des moutons et des chevaux.

## Les rencontres.

Ce sont en réalité les différentes conversations menées individuellement ou en groupe avec les conservateurs et qui conduisent à des échanges fructueux entre musées (informations, catalogues, projets communs).

Le bureau du comité qui s'est réuni à Budapest publie en plusieurs langues, des fascicules qui sont à diffuser largement aux musées intéressés. Dans les projets, rédaction d'une bibliographie générale et des listes nationales des musées de textiles et de costumes. Une publication générale permettra de donner des informations sur nos musées.

En dernier point, ont été arrêtés les prochains lieux de rencontre du Comité :

- l'Espagne, Madrid en 1991 et le Canada en 1992,
- le Japon en 1993.

Pour 1994, la France est favorite à condition que nous prenions rang très vite, car d'autres pays, Allemagne et Scandinavie, sont également demandeurs.

Le congrès de 1994 devrait intéresser en priorité le Musée des Arts de la Mode, le Musée Galliera et le Musée des Arts et Traditions Populaires à Paris, mais aussi le Musée Historique des Tissus à Lyon et celui de Mulhouse.

En résumé, ce type de réunion annuelle me paraît très profitable aux niveaux institutionnel et personnel, à condition toutefois que

le maximum de garanties soient respectées. Quelques points me semblent importants :

- un nombre d'interventions limité ;
- le respect des langues parlées à l'I.C.O.M. : anglais et français. A Budapest, plusieurs communications ont été faites en allemand ;
- la diffusion des textes des communications de préférence avant, mais obligatoirement après la réunion (A chaque congrès, les participants perdent un tiers des informations). C'est un point très important à mon sens ;
- une bonne organisation externe et interne, sans perte de temps, mais sans précipitation. Celle de Budapest était parfaite.

Ce sont ces préoccupations, d'ordre intellectuel et matériel, que doit avoir chaque membre organisateur.

Le Comité a publié en 1980, un petit opuscule intitulé : **costume - ligne de conduite**, et en 1991, un compte-rendu des journées de Budapest : **aspects of costume, the nineteenth century**.

Une fois par an sont également diffusées à l'attention des membres du Comité : **les nouvelles du costume** : synthèse des expositions, événements dans les musées, échanges d'informations.

Claudette JOANNIS,  
Conservateur  
Musée des Arts de la Mode.

## DOCUMENTATION

(CIDOC)

NAUPLIE, GRÈCE  
1 - 7 OCTOBRE 1990.

La réunion du CIDOC s'est déroulée pendant 3 jours à Nauplie; elle regroupait une soixantaine de personnes.

Les groupes de travail constitués depuis plusieurs années ont poursuivi leurs travaux.

Le groupe des **terminologies contrôlées** s'est réuni en l'absence d'Eléonore Fink (Getty Center) qui est en principe chargée d'en coordonner les résultats ; il reste à décider de la personne qui acceptera de poursuivre ces projets

## NOUVELLES DES COMITES INTER- NATIONAUX

pour pouvoir les présenter en 1992 à Québec.

Un questionnaire avait été mis au point par le groupe à Barcelone, il y a deux ans, afin de faire une sorte d'inventaire des terminologies contrôlées existantes et utilisées dans les musées et institutions ; ce questionnaire touchait aussi bien aux terminologies relatives aux désignations des objets qu'aux noms de personnes, aux noms de lieux géographiques, qu'aux matériaux et techniques.

Le résultat a fait apparaître une grande diversité dans la nature des terminologies existantes et utilisées, avec une certaine difficulté à pouvoir les étudier attentivement, car certains documents sont publiés, d'autres pas, d'autres encore sont en machine sans pouvoir être consultés sur papier.

Ce questionnaire avait été envoyé à tous les types de musées (minéralogie, zoologie, beaux arts, arts décoratifs, régionaux...).

Le groupe de travail a décidé de poursuivre cette enquête à la demande d'un certain nombre de musées et de continuer le travail de repérage des vocabulaires contrôlés dans les institutions et musées informatisés.

La prochaine étape portera sur un inventaire des vocabulaires existants dans le domaine de la désignation des objets (nom des objets) en laissant de côté pour l'instant les autres domaines (matériaux, techniques, etc.).

Un questionnaire sera envoyé au début de l'année 1991 et les résultats seront présentés à Québec en 1992.

Il faut noter que la réunion de Nauplie suivait une autre "réunion forum" organisée à la demande des musées grecs par le bureau du CIDOC.

Il y a eu quelques confusions entre les deux réunions. Il serait souhaitable qu'à l'avenir les réunions de certains comités internationaux de l'ICOM soient programmées bien distinctement.



Catherine Arminjon  
Inventaire Général.

## DOCUMENTATION

(CIDOC)

NAUPLIE, GRÈCE,  
1 - 7 OCTOBRE 1990.

**D**urant le forum préliminaire, j'ai présenté à nos collègues des musées grecs le projet d'informatisation de la gestion des prêts et dépôts d'œuvres d'art concédés par les Musées Nationaux et me suis attachée à leur faire apprécier l'utile complément ainsi apporté aux services rendus par les grosses bases documentaires du Ministère de la Culture. Ma communication était destinée à compléter celle que Monsieur Michel AUBERT a faite sur ces bases, et particulièrement sur celle de l'antiquité classique.

Durant le CIDOC, Madame Dominique MORIN ayant dû déclarer forfait, j'ai dirigé le groupe de travail chargé des normes documentaires et dont le programme était particulièrement chargé.

Il s'est agi, tout d'abord, de faire le bilan du CD-ROM "maîtres hollandais et flamands" dont la maquette avait été présentée l'an dernier à la conférence générale de l'ICOM, et qui doit sortir dans les semaines qui viennent. La part matérielle importante qu'y a prise le CHIN a engagé le groupe de travail à infléchir quelque peu sa position initiale sur le thème du prochain disque qui sera présenté à la conférence de l'ICOM de Québec en 1992. Monsieur Patrick CARDON nous ayant, en effet, indiqué que l'UNESCO avait décidé de substituer, dans ses grands thèmes, la notion de rencontre à celle de découverte, le disque de 1992 portera donc sur la rencontre du Canada avec les différentes cultures ou civilisations : largement international, il recensera des objets d'une grande variété et permettra de tester la nouvelle fiche minimum que le CIDOC est en train d'adapter, à partir des beaux-arts, aux exigences du projet européen NARCISSE, à celles des archéologues et à celles des ethnologues.

C'est la mise au point de cette fiche qui a constitué le second volet, particulièrement lourd, de nos séances de travail où les ar-

chéologues étrangers (Allemagne, Pays nordiques, Grèce) ont été particulièrement présents. Le résultat doit en être acquis dans le courant de l'année et Monsieur CARDON nous a invités à le diffuser largement, en l'imprimant dans les Nouvelles de l'ICOM. En outre, ce groupe de travail doit, au cours de réunions tenues cet hiver, se rapprocher de deux groupes travaillant sur la terminologie et sur la comparaison des différents standards existants.

Enfin, nous avons pu constater que des efforts entrepris depuis plusieurs années, ont commencé à porter leurs fruits : les exigences de documentation et de gestion peuvent être satisfaites à l'intérieur d'un même système ; pour la première fois, cette année, les travaux se sont déroulés dans un réel contexte bilingue, à la grande satisfaction de nos collègues "latins" et grecs pas toujours anglophones, et aussi de ceux des pays du nord, heureux de pouvoir pratiquer la langue française.

Claire CONSTANS  
Conservateur au Musée national  
du Château de Versailles.

## ÉDUCATION ET ACTION CULTURELLE

(CECA)

GABORONE, BOTSWANA,  
16 - 22 SEPTEMBRE 1990.

**L**a conférence 1990 du Comité international de l'ICOM pour l'Éducation et l'Action culturelle (CECA) s'est tenue du 16 au 22 septembre à Gaborone, capitale du Botswana.

Le Botswana est un jeune pays de l'Afrique australe indépendant depuis 1966, et situé immédiatement au nord de l'Afrique du Sud entre la Namibie et le Zimbabwe. Sa devise et le nom de sa monnaie sont "Pula" qui signifie "pluie", ce qui s'explique si l'on sait que les sables du Kalahari couvrent 80 % de son territoire. C'est un pays grand comme la France mais peuplé seulement de 1,4 million

d'habitants dont la moitié a moins de 15 ans. Son décollage économique rapide, fortement soutenu par la grande richesse de son sous-sol (mines de diamants en particulier), a pour corollaire les habituels dangers pour l'environnement. C'est pourquoi, ainsi que l'a souligné dans son allocution d'ouverture, Monsieur P. K. BALOPI, Ministre du Travail et de l'Intérieur, également chargé du budget de la culture, le thème de cette conférence CECA 90 "Musée et environnement" ne pouvait être mieux adapté au Botswana, dont le développement ne saurait se faire au détriment du patrimoine culturel et naturel. Certes la préservation de cet héritage est en compétition avec d'autres tâches, a poursuivi le Ministre, c'est donc aux musées que revient le devoir d'en faire valoir l'importance nationale, et aux éducateurs de musées de faire passer ce message dans "le grand public".

On ne pouvait mieux justifier les travaux de cette conférence où sur les 70 personnes présentes environ, on dénombrait la participation de 22 pays. D'Afrique, les 25 congressistes botswanais accueilleraient des membres ICOM-CECA des Lesotho, Swaziland, Namibie, Zambie, Kenya, Tanzanie et Zimbabwe, en présence de P. BULENZI, conseiller culturel de l'UNESCO pour l'Afrique orientale et australe. L'Asie était représentée par S.-K. BAGHI (Musée industriel et technologique Birea de Calcutta, Inde), membre du Bureau, qui souligna le nécessaire renforcement de la liaison musée/école avant d'inviter les congressistes en Inde pour la conférence de 93, ainsi que, pour le Moyen-Orient, par Yaël BOROVICH du Musée de Tel-Aviv en Israël.

Étaient également représentées l'Australie (National Gallery, Melbourne) et l'Amérique (2 Canadiens). D'Europe avaient pu faire le voyage des membres CECA de Scandinavie (Suède, Norvège, Danemark), d'Allemagne (2), d'Autriche (1), de Belgique (1), de Grande-Bretagne (2), du Portugal (2) et de France (2, grâce au réel soutien financier du Comité national français).

De quelque pays qu'ils soient venus, tous les participants ont retiré, je crois, de la conférence un grand bénéfice professionnel, intellectuel et humain. Nous avons

beaucoup appris sur le Botswana et les problèmes de son développement : concentration en un petit nombre de mains de la propriété du bétail, antagonisme entre l'augmentation de ce bétail et la dégradation de la vie sauvage, disparition progressive des droits tribaux et traditionnels (A. C. CAMPBELL, National monument museum), problèmes de natalité galopante et nécessaire évolution du rôle des femmes (Doreen NTETA, sous-secrétaire d'Etat sortant au Ministère du Travail et de l'Intérieur). Nous avons compris, pour les avoir vus à l'œuvre, le rôle que les musées botswanais et leurs éducateurs peuvent faire dans cette lutte pour un développement harmonieux et respectueux de l'héritage culturel : découverte du Musée de Gaborone, passionnante excursion à Matchudi et au Musée Phuthadikobo, témoin de l'histoire communautaire villageoise, extraordinaire journée avec les éducateurs du "musée mobile" — que nous appellerions musée obus — dans une lointaine école du Kholahari.

On peut dire cependant que les apports ne furent pas seulement unilatéraux mais réciproques. Par le biais des communications mais plus encore des groupes de travail, du désormais classique "marché aux idées" ou même de conversations informelles aux pauses-café, chacun a pu profiter de l'expérience de l'autre, des exemples à suivre comme des échecs à éviter. Et ce ne fut pas le moindre intérêt de cette conférence que de faire apparaître tout ce qu'avaient à s'apporter mutuellement, en matière de défense de l'environnement, les musées des pays africains voisins du Botswana qui ont trouvé dans ce tout jeune comité national ICOM, créé à l'occasion de la conférence, une structure de réflexion et d'action qui sans doute se révélera vite indispensable.

Son président Tarisayi MATONDO, directeur du musée national de Gaborone et membre du bureau du CECA international, était à la fois l'instigateur et l'organisateur de cette conférence. C'est donc lui, ainsi que son efficace et brillante assistante Tickey PULE, que nous avons remerciés et félicités pour son plein succès : non seulement tout fut parfaitement organisé par leurs soins avec un habile dosage entre réflexion et "travaux pratiques", mais, plus

difficile encore, ils ont su, par la convivialité de leur accueil, faire prendre, comme on dit, "la mayonnaise" entre des participants venus des quatre coins du monde mais réunis toutefois par le même amour de leur métier.

Comme toujours en fin de conférence rendez-vous fut pris pour la suivante, qui se tiendra du 15 au 23 octobre 1991 en Israël, à Jérusalem, sur le thème "Les musées et les besoins de l'homme". On se sépara donc sur cette phrase si chargée de traditions et de sens religieux "L'an prochain à Jérusalem!".

Catherine PARODI  
Bibliothèque nationale.

## LITTÉRATURE

(ICLM)

VARSOVIE,  
23 - 29 SEPTEMBRE 1990.

Le thème en était "Les problèmes des expositions consacrées particulièrement aux poètes de l'époque du Romantisme". Une quarantaine de personnes de treize nationalités différentes avaient répondu à l'invitation de M. Janusz Odrowaz-Pieniazek, Directeur du Musée Mickiewicz de Varsovie, membre du bureau de l'ICLM. Le bureau, élu lors du congrès de 1989 à Budapest, se compose de M. Niels Oxenvad, Président, Directeur du Musée H.-C. Andersen à Odense (Danemark), de M. Manuel Lichtwitz, Directeur de la Bibliothèque Herzog August de Wolfenbüttel (Allemagne), de M. Aleksander Krein, Directeur du Musée d'état Pouchkine de Moscou et de M. Shigeme Nakawaja, Directeur du Centre de Littérature japonaise moderne de Tokyo. Trois membres du précédent conseil exécutif ont été élus comme conseil consultatif.

Trois Français participaient à cette rencontre : M<sup>me</sup> Meyer-Petit, Conservateur en chef de la Maison de Balzac, M. Hoch, Conservateur du fonds ancien à la Bibliothèque Médiathèque de Metz et moi-même.

Cette participation française fut appréciée : seule Madame

## NOUVELLES DES COMITES INTER- NATIONAUX

Meyer-Petit avait représenté les musées littéraires français au congrès de l'ICOM à la Haye, en 1989. Une quinzaine de communications furent lues par leurs auteurs en Français ou en Anglais, le Président et notre hôte employant notre langue de préférence lorsqu'ils s'adressaient à l'assemblée. Des interprètes de grande qualité ont facilité les échanges, un peu difficiles avec les 8 congressistes russes dont une seule parlait l'Anglais.

Nous retiendrons tout particulièrement l'étude de M. Parker, Conservateur du Musée Dickens, sur l'influence des "voyageurs" dans le mouvement romantique, celle de M. Odrowaz-Pieniazek sur la présentation du Musée Mickiewicz, celle du D<sup>r</sup> Kneidel sur le seul poème *Mai* du seul poète romantique tchécoslovaque, la brillante intervention du D<sup>r</sup> Domaradzki, Président de l'Institut des Civilisations comparées de Montréal, sur l'absence et les projets de Musées de Littératures au Canada, et la communication de M<sup>me</sup> Meyer-Petit, complète et précise, qui aurait pu nous donner une base de discussion générale, si un programme très chargé n'avait contraint à réduire cette discussion à des échanges particuliers.

Quant au Musée Corneille, une exposition consacrée aux poètes romantiques pourrait sembler anachronique, mais il se trouve que lors de l'année Hugo en 1985, nous avons pu associer les deux écrivains en présentant le manuscrit de l'ébauche d'une pièce de Victor Hugo intitulée *Corneille* conservé à la Bibliothèque nationale. En partant du personnage principal de ce drame romantique j'ai intitulé mon exposé "Corneille et la tentation du Romantisme". Ce sujet me semblait d'autant plus intéressant à traiter que les deux musées littéraires appartenant au Département de la Seine-Maritime sont l'un, consacré à Corneille et l'autre à Hugo.

Une traduction de chaque texte dans les dossiers d'accueil des participants permettait une réflexion préalable. Les actes du congrès seront publiés par ses organisateurs dont on ne saurait trop louer les qualités d'hôtes et l'inlassable dévouement.

Ce programme s'ouvrit par une réunion solennelle au Château Royal, dans la belle salle de

concert recréée avec les éléments du XVIII<sup>e</sup> siècle, en présence d'un représentant du Ministre de la Culture.

Puis nous sommes entrés dans le vif du sujet, en suivant une visite très détaillée de la partie du Musée de la Littérature consacrée au poète romantique Mickiewicz. Les salles sont construites autour d'un thème : "La terre natale", "Le manifeste de l'école romantique polonaise", "L'épopée de Monsieur Tadhée", etc... Ses attaches avec la France nous intéressèrent beaucoup. L'emploi systématique des très grands agrandissements photographiques des gravures exposées, sur des panneaux encadrant un thème particulier, de plaques de verre, souvent suspendues au plafond sur lesquelles sont gravés des poèmes, donne une unité de présentation.

Tout au long du congrès le mot "émotionnel" que nous traduisions mieux par "émouvant" revint en leitmotiv pour caractériser un musée consacré à un auteur romantique. Et nous sortîmes en effet très impressionnés par la visite guidée par le jeune organisateur d'une exposition temporaire consacrée, dans une autre section du Musée de la Littérature, à la "Sibérie des Romantiques", où le souvenir des écrivains et des personnalités déportées s'impose avec force aux visiteurs.

En dehors des séances de travail, dont l'une eut lieu dans une grande salle d'une dépendance du Musée Krasinski à Opinogora, nous avons visité des châteaux et des maisons d'écrivains, et bien sûr, la charmante maison natale de Chopin.

L'impression générale fut que le peuple polonais, malgré ses difficultés matérielles, ne néglige aucun détail pour mettre en valeur hommes et lieux de son passé. Les maisons sont aménagées simplement, de façon à évoquer la vie quotidienne du maître du lieu, les châteaux servent d'écrins à des œuvres d'art en grand nombre, restaurées avec soin. Si je devais tout résumer d'un mot, je dirais vitalité, qui fait que l'impact est grand sur les foules des visiteurs.

A l'issue de ce congrès, nous constatons le manque de cohésion entre les musées français consacrés à un écrivain. L'origine administrative des 3 Français présents : Musées de la Ville de Paris - Bi-

bliothèque de la Ville de Metz - Musées départementaux de la Seine-Maritime, montrait que seule une assemblée de ce genre peut nous réunir. L'absence d'un ICLM en France est regrettable. Une tentative avait été faite à l'issue du congrès à Paris en 1981. Elle n'a pas eu de suite.

Le Ministère de la Culture a mis en œuvre en décembre 1989 un inventaire des Maisons d'Hommes célèbres, et étudié les actions à mener pour les promouvoir. Mais, outre ces maisons, il existe des fonds importants qui méritent d'être cités et encouragés. Nous ignorons les résultats de cette enquête.

Les initiatives publiques et privées (la publication du *Guide des Maisons d'Hommes célèbres* aux éditions Horay par M. Poisson, le lancement de la Route Historique des Maisons d'Écrivains, à l'ouest de Paris, par M<sup>me</sup> Papillard) sont excellentes. Tout est à mettre en œuvre pour conserver ou amplifier à l'étranger l'influence incontestable de la littérature française.

Jacqueline DELAPORTE  
Conservateur  
aux Musées départementaux  
Chargé de la Maison des Champs  
de Pierre Corneille.

## MUSÉES RÉGIONAUX

(ICR)

PORTUGAL,  
28 OCTOBRE - 2 NOVEMBRE 1990.

Cette rencontre rassemblait 26 participants du comité international ICR, de 16 nationalités différentes. L'Europe du Nord était très largement présente; il y avait également une bonne représentation de l'Europe du Centre et de l'Est, d'Israël et de l'Amérique latine. A ces participants se sont ajoutés une vingtaine de membres portugais de l'association Mi-

NOM en réunion nationale avec trois invités étrangers (France, Québec).

La langue la plus généralement employée durant ces journées a été l'Anglais et il a fallu improviser une traduction simultanée en Français pour certains membres de l'Europe de l'Est et du Portugal.

Le sujet de la réunion était : "la fonction sociale des musées locaux dans la société". L'ICR et le MINOM ont d'abord traité ce thème séparément pendant deux jours, puis des ateliers de cinq à six personnes furent organisés en équilibrant les appartenances aux deux groupes et aux différentes nationalités. Chaque atelier aborda de nouveau le thème général sous l'angle particulier d'un mot-clef qui lui était propre, tel que : communauté et développement, tourisme, relations entre musées locaux et régionaux, diffusion des connaissances, identité, environnement, participation et pouvoir alternatif, communication.

Parallèlement à ces séances de travail les participants ont pu visiter, entre Lisbonne et le Nord du Portugal différentes réalisations muséographiques récentes qui reflètent tout le dynamisme, l'imagination et l'engagement des responsables portugais en matière de muséologie et d'action sociale :

- le musée ethnologique de Monte-Retondo et ses antennes artisanales dans les villages
- le musée municipal de Alcochete dans le delta du Tage et sa maison des salines
- le réseau de Villafranca-de-Xira, implanté dans les environs urbanisés de Lisbonne dont on a vu une antenne municipale à Alverca et la ferme de Quinta de Subsera
- le musée de la vie rurale et du vin à Cartaxo
- le musée et le site archéologique de Coimbrina
- le musée mémorial de Vilarinho da furna, un village condamné par la construction d'un barrage hydro-électrique.

Il faut souligner que la grande réussite de cette réunion a certainement été celle de la communication entre participants. Leur nombre raisonnable, la variété des origines de chacun, le caractère itinérant de cette réunion, comme le choix des étapes (dans la commune si conviviale de Monte-Retondo ou à l'auberge de

jeunesse de Vilharinho) ont accentué cette cohésion et incité pour longtemps les uns et les autres à travailler ensemble.

Une réunion ICR aura lieu en 1991 en Irlande et la conférence générale de l'ICOM à Québec en 1992 sera l'occasion de rassembler à nouveau ICR, MINOM et peut-être d'autres comités internationaux concernés par les mêmes préoccupations.

Enfin, ma présence à cette réunion a permis de faire connaître le projet de EUR'ETHNO 93 et de trouver de nouveaux partenaires pour sa préparation.

Martine JAOUÏ  
Musée national des A.T.P.

## MUSÉOLOGIE

(ICOFOFOM)

LIVINGSTONE, MFUWÉ,  
(Zambie)

Les membres du bureau étant en nombre insuffisant pour permettre la tenue d'une véritable réunion statutaire, en dehors d'une seule et courte session destinée à donner quelques informations, le **symposium sur l'environnement** a occupé la quasi totalité du temps de travail du Comité international, à raison de onze séances d'une demi-journée.

Comme il est d'usage dans le Comité la réunion avait été préparée par la publication dans un volume de **Icofom Study Series** (ISS n° 17) des textes rédigés par un certain nombre des membres du Comité. Onze textes avaient été adressés au responsable des publications, onze autres ayant été remis sur place par leurs auteurs zambiens. Comme il ne saurait être question de résumer toutes les communications, je me contenterai de traduire les conclusions du symposium.

Les professionnels des musées réunis ... en octobre 1990 en Zambie

■ "constatant que, après des décennies d'exploitation inconsidérée des richesses de la terre, conduisant à la détérioration de l'environnement au nom du pro-

grès, la qualité de l'environnement est devenue aujourd'hui la principale affaire du monde et la nécessité de sa sauvegarde est devenue l'objectif le plus pressant ;

■ **convaincus** que les musées, en tant qu'institutions sociales, et la muséologie, en tant que discipline scientifique, ont un rôle important à jouer en promouvant un développement continu où le droit de la famille humaine à un environnement sain et fécond est en harmonie avec la nature ;

■ **soulignant** que la mission du comité est de discuter la théorie de la muséologie, en incluant le rôle social du musée dans le monde contemporain ;

■ **reconnaissant** que l'activité du musée dépend de conditions socio-économiques spécifiques ;

■ **présente** aux membres d'ICOFOFOM, aux membres de l'ICOM, de ses comités nationaux et internationaux, et au monde muséal en général, aussi bien qu'à chaque personne concernée, les propositions suivantes :

— 1. Au regard de la mission des musées, les concepts de "développement", d'"environnement" et de "patrimoine" devraient être utilisés dans un sens large, comme la somme globale de processus culturels et naturels, entendus dans leurs interrelations respectives.

— 2. Les problèmes concernant le développement socio-économique et culturel, la qualité de l'environnement et la préservation du patrimoine devraient être considérés d'un point de vue global puisque, à une échelle globale, ils sont interdépendants.

— 3. Les concepts larges de développement, d'environnement et de patrimoine, aussi bien que la perspective globale devraient être incorporés aux trois principales responsabilités des musées, à savoir la préservation, la recherche et l'éducation.

— 4. La perspective élargie de l'activité muséale implique une approche et une action interdisciplinaires. La question de l'environnement n'est pas seulement un sujet pour les musées d'histoire naturelle. Les problèmes d'environnement devraient faire partie du travail de tout autre type de musées.

— 5. La participation des individus

## NOUVELLES DES COMITES INTER- NATIONAUX

et des communautés aux trois fonctions du musée, à savoir la préservation, la recherche et l'éducation est une condition sine qua non de la contribution effective des musées au développement de la société.

— 6. Conjointement avec les autres institutions, les musées devraient décourager activement les conséquences négatives du tourisme et promouvoir au contraire au profit des touristes, aussi bien le tourisme du patrimoine naturel que celui du patrimoine culturel.

— 7. Poursuivant la mission des musées, telle qu'elle a été résumée ci-dessus, les musées devraient limiter — autant qu'il est possible — l'utilisation de matériaux qui, dans leur fabrication ou dans leur usage, pourraient contribuer à une plus grande dégradation de l'environnement.

— 8. Afin de développer le rôle social des musées et de garantir la poursuite de leurs responsabilités, le comité exhorte les autorités concernées à contribuer à la formation du personnel muséal en établissant des cours de muséologie à l'université, ainsi que des diplômes techniques, et en facilitant les échanges professionnels entre les établissements.

— 9. En plus de leur formation, il est de la plus grande importance que tous les agents des musées observent un code professionnel d'éthique. Il est demandé aux organisations et administrations nationales des musées, aussi bien qu'aux musées eux-mêmes, de poursuivre la mise au point d'un code d'éthique approprié, ayant pour base le Code de déontologie professionnelle de l'ICOM.

— 10. Étant donné ce qui précède, il est demandé aux autorités nationales, et en particulier à celles des pays de la Conférence de Co-ordination du Développement Sud-Africain (SADCC), de développer, là où c'est nécessaire, des réseaux de musées dans leurs pays respectifs, afin d'équilibrer l'action muséale entre les niveaux national, régional et local.

■ Le Comité est conscient du fait que, dans le passé, de nombreuses réunions ont abouti à des conclusions semblables et ont publié des recommandations semblables. Cependant nombre de ces recommandations ont été négligées et n'ont pas été intégrées dans les politiques et les pratiques inter-

nationales et nationales. La dégradation présente des ressources naturelles et culturelles commande d'insister sur ces propositions. Le bien-être du monde de demain exige de passer maintenant à l'action."

Les conclusions du Comité ont été communiquées au Gouvernement zambien et, en particulier, remises directement au Chef de l'État lorsqu'il a reçu les participants au symposium, à la fin de leurs travaux.

André DESVALLÉES,  
Direction des Musées de France.

## SÉCURITÉ

(ICMS)

LISBONNE,  
15 - 19 OCTOBRE 1990.

Quarante personnes ont suivi cette conférence, représentant 17 pays. Il est à noter que pour la première fois, l'Algérie et la Grèce étaient représentées à ce comité.

Pour la France, Maurice GRAVAUD, le Lieutenant-Colonel ROS-SIGNEUX et moi-même avons suivi les travaux de ce comité.

La conférence a alterné des visites d'établissements et des présentations.

J'ai pour ma part visité sept musées : musée d'art ancien, musée Calouste Gulbenkian, musée d'art Moderne, musée de la Ville, musée national du costume, musée national du théâtre, Palais de la Pena.

### 1 - Analyse des dispositifs techniques visités.

1.1 - Les musées visités sont le plus souvent couverts par une détection automatique d'incendie. Tous les musées visités avaient du matériel CERBERUS représenté au Portugal par la société SPS.

La nuit, les musées sont équipés de détecteurs volumétriques (infrarouges passifs le plus souvent) placés en pièges dans les locaux, reliés à des centrales d'alarme classiques. Le matériel est en général de la génération précédente

de celui utilisé en France dans les musées nationaux.

1.2 - La Fondation Gulbenkian semble être par contre très bien équipée en matière de sécurité. Malgré une architecture moderne avec de nombreuses baies vitrées extérieures, il apparaît que la protection mécanique du musée a été bien étudiée. De plus, des alarmes périphériques extérieures par barrières infrarouges permettent de déceler une tentative d'effraction sur les vitrages.

Les collections sont mises systématiquement sous vitrines, les petits tableaux sont bien accrochés et mis sous alarme filaire, la présentation est aérée, le personnel de surveillance semble particulièrement vigilant.

Tous ces éléments font que ce musée, dont la conception date d'une vingtaine d'années, a conservé un très bon niveau en matière de sécurité.

La nuit, une équipe de surveillance se tient au poste central de sécurité, tandis que des rondes de police sont effectuées dans le parc.

1.3 - Les autres musées visités ont des dispositifs moins conséquents, mais partout, le personnel de surveillance est nombreux.

1.4 - Le Palais de la Pena, situé à proximité de Cintra a des problèmes semblables à ceux des grands musées-châteaux en France (Versailles, Fontainebleau,...) : fréquentation estivale très importante, problèmes de sécurité des personnes pendant ces périodes d'affluence, difficulté d'intervention des pompiers, approvisionnement en eau, problèmes de stationnement.

Nous avons fait une visite approfondie du château et établi, à la demande du conservateur, une série de propositions (à court terme, à moyen terme) pour l'amélioration de la sécurité (incendie, organisation de la sécurité vol, moyens techniques contre le vol).

1.5 - Nous avons également visité le quartier de la Ville de Lisbonne qui a connu un incendie très important le 25.08.1988 et reçu des informations sur les circonstances de l'incendie ainsi que les projets de reconstruction du quartier.

### 2 - Présentations - Documents remis.

2.1 - Parmi les présentations qui ont été faites, j'ai particulièrement

retenu la comparaison faite par M. David LISTON (Smithsonian Institution) entre trois documents établis (en Angleterre, au Canada, aux USA) destinés à servir de guide ou d'aide-mémoires pour les responsables de musées : "Security for museums" - Nell Hoare (GB).

"Suggested guidelines in Museum Security" ASIS (USA).

"Planning security in our museums" Wayne Kelly (Canada).

Les deux premiers documents apparaissent les plus intéressants et il est possible d'en tirer profit pour élaborer un document de ce type, grâce au travail du comité de sécurité récemment mis en place à la direction des Musées de France.

2.2 - Les présentations faites par Andrew WILSON (Smithsonian Institution) et Paul BARIL (Musées Nationaux Canadiens), illustrées de diapositives, sur la sécurité incendie, ont montré l'utilisation fréquente de systèmes d'extinction automatique à eau (sprinklers) dans les établissements d'Amérique du Nord, alors qu'il semble que les règles de construction sont beaucoup moins exigeantes qu'en France pour ce qui concerne la prévention des risques d'incendie.

M. Luis CASANOVAS, notre hôte portugais, a également déploré l'absence d'une véritable réglementation au Portugal de sécurité incendie comparable à la réglementation des établissements recevant du public en France.

### 3 - Renseignements techniques.

3.1 - Alarmes sur les tableaux : la société suisse SECURITON a présenté un dispositif de détecteur palpeur sensible à l'enlèvement et à la coupure de la toile. Ce dispositif avait été présenté au salon SIME 90 et nous l'avons à l'essai à la DMF.

M. Kjell HESTRELL, National Swedish Art Museums, Suède, a décrit rapidement un système mis au point pour les musées suédois, après trois ans de recherche, par la société ERICSSON. Il s'agit de capteurs se déclenchant à l'approche d'un tableau (ou d'un mur). Le capteur est un simple fil ceinturant le dos du tableau, la distance de déclenchement est réglable avec possibilités de seuils.

3.2 - Par ailleurs, notre président

Robert BURKE nous a indiqué que la Smithsonian Institution, s'équipe en vidéo surveillance :

— l'enregistrement des images, à des endroits stratégiques, à des ouvertures de portes, s'effectue de jour comme de nuit ; les bandes sont conservées pendant trois semaines.

— le personnel de surveillance effectue une fois par mois un enregistrement vidéo-portatif des salles d'expositions qu'il sont chargés de surveiller.

— par ailleurs, les informations arrivant aux postes de sécurité sont triées et traitées de façon qu'une alarme soit exceptionnelle et que les rondes, par exemple, ne déclenchent pas un processus d'alarme (ALARM ZERO PROGRAM).

— pour les présentations de tableaux, Robert BURKE est partisan de dispositifs fonctionnant à l'approche, au moment de la tentative de vol ou de déprédation (infrarouge rideau par exemple).

3.3 - M. David LISTON a remis le résultat d'un questionnaire sur les équipements de sécurité de cent vingt musées américains.

### 4 - Évolution du travail de l'ICMS.

Le comité sécurité de l'ICOM compte maintenant environ 120 membres dont 40 suivent de façon régulière les réunions annuelles.

Le prochain travail du comité sera l'édition jumelée, en langue anglaise, des deux dernières publications de l'ICMS : "Aide Mémoire pour la sécurité dans les musées" et "Basic Museum Security".

Robert BURKE a mis en place plusieurs sous-comités, qui sont en fait des groupes de travail. J'avais rejoint en 1988 le sous-comité "Sécurité Technique". J'ai accepté de diriger le travail de ce sous-comité en remplacement de M. Pallo MOE (Danemark) démissionnaire.

La prochaine réunion du comité sécurité est prévue du 06 au 10 octobre 1991 à Vienne (Autriche).

S. LEROUX  
Chef du Département  
des Installations Techniques  
Direction des Musées de France.

## Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. les règles du jeu :

Le Comité Français de l'ICOM a signé des accords avec ces quatre pays. Ils permettent, chaque année, d'envoyer un ou plusieurs professionnels de musée français pour une période de 8 à 15 jours selon les cas.

Désormais les règles sont les suivantes :

- Toutes les candidatures indiquant les motivations et le programme de visites et contacts souhaités doivent parvenir au Comité français avant le **15 mars**.

- Le séjour à l'étranger est entièrement à la charge du Comité ICOM du pays visité.

- Le Comité français prend en charge 50% du voyage Paris-Paris.

- Le Comité français prend en charge le séjour en France des professionnels de musée étranger mais souhaite être aidé (accueil, visites, ...) par ceux qui ont bénéficié du programme d'échanges et ceux qui auraient du temps à consacrer à nos collègues étrangers.

A signaler que, pour l'U.R.S.S., d'autres facilités de voyages d'étude sont envisageables (se renseigner au bureau du Comité français).

## URSS :

### Voyage d'étude à Leningrad

Le but de mon voyage était de poursuivre une recherche entreprise il y a de nombreuses années sur l'architecte et peintre de ruines Charles-Louis Clérisseau (1721-1820).

L'œuvre de cet artiste se trouve en effet en majeure partie conservé au Cabinet des Dessins de l'Ermitage (1200 aquarelles, dessins et gouaches) et l'ensemble reste inédit. Or la personnalité de Clérisseau est passionnante à plus d'un titre. Sa vie illustre parfaitement le rôle international d'un artiste français, formé à Paris et à Rome à une époque où la référence à l'antiquité est le ferment de toute vie intellectuelle et constitue la composante de base de la culture des Lumières.

Après avoir obtenu le prix de Rome, Clérisseau part pour l'Académie de France en 1749. Il arrive au moment où les monuments antiques suscitent un intérêt renouvelé dans les milieux artistiques romains. Ami de Piranèse, il dessine avec lui les ruines de la villa

d'Hadrien à Tivoli ; élève de Panini, il apprend l'art de la perspective appliquée aux vues de villes et de monuments. Mettant en pratique ses connaissances archéologiques et son savoir de dessinateur, il exécute de nombreuses vues de ruines de Rome et des régions avoisinantes : la baie de Naples et Paestum.

Sa formation d'architecte (il était élève de Boffrand) le rend particulièrement apte à faire des relevés d'architecture. C'est à ce titre qu'il est engagé par un jeune écossais, le futur architecte Robert Adam, pour former une petite équipe afin de se rendre en Dalmatie. Il y dessine les ruines du palais de Dioclétien à Spalato et en voyage fait les croquis de villes célèbres : Pise, Sienna, Venise, Pola. Divers dessins de l'Ermitage en témoignent. Le voyage à Spalato aboutit à la publication en 1767 à Londres d'un volume illustré de gravures "The Ruins of the Palace of Diocletian at Spalato".

Le rôle capital joué par Clérisseau dans cet ouvrage, pour lequel il a exécuté la plupart des dessins, n'est pas clairement mis en lumière par l'auteur.

Déçu, Clérisseau revient en France et, sur les conseils de Winckelmann, étudie les momu-

ments romains de Provence. Seul le premier volume des "Antiquités de la France" paraîtra. A Marseille, il fait un projet de maison pour un riche négociant : c'est le château Borély. A Londres où il séjourne deux années, il est invité à exposer à la Royal Academy. Rentré à Paris, il est sollicité par l'Impératrice de Russie, Catherine II, par l'intermédiaire de son correspondant le baron Grimm pour donner des plans d'un palais à l'antique. De dimensions colossales, il ne fut jamais construit mais le projet est conservé à l'Ermitage ainsi que celui d'un arc de triomphe à Saint-Petersbourg. Quelques années plus tard, la grande Catherine achète tout le fonds d'atelier de l'artiste : c'est celui que j'ai pu étudier pendant mon séjour à Leningrad, grâce aux échanges franco-soviétiques.

Les dessins sont exceptionnellement bien conservés dans dix-huit portefeuilles classés par thèmes. Clérisseau lui-même en a donné la description sur la page de garde de chaque volume. Ces dessins constituent un véritable répertoire de formes et d'ornements, copiés ou inspirés de l'antique, destinés à servir de modèles aux décorateurs. Un volume contient des projets de jardins ornés de fabriques "à l'antique".

Certaines feuilles sont purement décoratives et mélangent avec fantaisie la représentation de sites naturels à des ruines imaginaires. Mais le plus grand nombre représente des monuments existants : le Colisée, l'art de Titus, le temple de la Sybille à Tivoli, etc.

L'art de Clérisseau a pu influencer, à ses débuts, celui de Hubert Robert, son cadet de douze ans, qu'il a dû cotoyer à Rome. Lorsque Hubert Robert s'y rend, Clérisseau jouit déjà d'une certaine renommée. Une exposition organisée à la villa Médicis va bientôt ressusciter cette phase essentielle du "retour à l'antique" qu'était le séjour des artistes français à Rome ("Le voyage en Italie de Hubert Robert et de Fragonard"). Clérisseau n'a fait jusqu'à présent l'objet d'aucune manifestation d'ensemble. Pourtant son art, tout en préservant le caractère décoratif propre au XVIII<sup>e</sup> siècle lui associe une grande rigueur dans les représentations architecturales et une invention pleine de fantaisie pour

l'emploi du vocabulaire ornemental antiquisant dans les décorations.

Je souhaite vivement que, grâce à l'ICOM, soit mise en œuvre une exposition où l'on présenterait un choix d'œuvres de l'Ermitage, avec des dessins provenant de collections publiques françaises et anglaises, ainsi que les recueils gravés. Pour une telle exposition nos collègues soviétiques et britanniques seraient prêteurs. Il reste à trouver un organisme susceptible de financer le projet et un lieu pour l'accueillir.

Sabine COTTE  
I.G.M.C.C. Paris.

## MUSÉES SANS FRONTIÈRES

Échange entre le Musée d'art populaire grec d'Athènes et le MNATP de Paris

*A une période ou tout le personnel du MNATP réfléchit sur une nouvelle orientation de son établissement pour en faire davantage un lieu de communication, le candidat à ce stage a choisi d'étudier les relations entretenues par le musée d'Athènes avec ses partenaires extérieurs. C'est-à-dire, tout d'abord le fonctionnement du service éducatif et d'une manière plus générale, le réseau d'inter-connaissance de ce musée : ses relations avec l'université, les centres de recherche, les autres musées et institutions qui gèrent des collections ethnographiques en Grèce. Dans ce cadre, il a été possible d'effectuer une visite approfondie des musées de Nauplie et de Salonique.*

A) Le Musée National d'Art Populaire, ainsi que de nombreux musées grecs jouissent à juste titre d'une très bonne réputation dans

le domaine des programmes éducatifs et le comité grec de l'ICOM encourage directement cette orientation.

**Les activités pédagogiques du Musée d'Athènes**, ont commencé en 1983, grâce à une bonne part de bénévolat, de la part des conservateurs en particulier. Elles concernent en priorité les enfants d'âge scolaire des quartiers populaires de la ville qui ne viennent pas seulement avec leur école, mais aussi à titre individuel, accompagnés par leur famille.

Toutes les activités proposées aux enfants s'organisent autour de deux étapes : observer et découvrir les objets du musée, puis fabriquer et s'exprimer. Peu à peu la variété des sujets abordés s'est étendue : à côté de l'accueil au musée, on a développé le système de la mallette pédagogique prêtée au professeur et la visite du personnel du musée à l'école avec une collection d'objets. L'initiative la plus originale et la plus réussie pour fidéliser les enfants est la création d'un journal mensuel : le "Laousaki" qu'ils peuvent acheter sur place ou recevoir en abonnement ; on y trouve beaucoup d'idées très amusantes pour exploiter de manière pédagogique le contenu du musée.

**La fondation ethnographique du Peloponèse**, à Nauplie, est elle aussi très tournée vers l'éducation.

Une première série d'activités destinées aux classes primaires a lieu dans les salles du Musée à l'aide de matériel pédagogique permettant d'expérimenter les techniques traditionnelles du textile en liaison avec l'exposition permanente. Une autre série d'activités extra-scolaires sont proposées aux enfants de la ville, dans un véritable musée pour enfants, très joliment installé dans une gare désaffectée : ce sont des leçons de danse folklorique, des ateliers de travaux manuels ou de spectacle.

A musée de Salonique, il n'y a pas de service éducatif permanent, mais à l'occasion des expositions temporaires le personnel entreprend un travail approfondi avec quelques écoles de la ville. Par ailleurs, j'ai pu visiter les services éducatifs de deux fondations athéniennes : le Musée Benakis et le musée d'art des cyclades. Partout

j'ai trouvé, malgré des moyens financiers très variables, beaucoup d'imagination, d'enthousiasme et un travail d'une grande qualité, qui répondait à une demande importante non seulement de la part des écoles mais aussi des familles elles-mêmes.

B) Le Musée National d'Art Populaire entretient **des relations avec tout un réseau d'institutions très diverses**. Tout d'abord avec deux autres musées d'ethnographie d'une importance à peu près égale à la sienne mais de statuts différents : le Musée de Salonique, un musée national rattaché au Ministère de la Grèce du Nord, et le Musée de Nauplie, propriété d'une fondation privée subventionnée par l'Etat. Ces trois musées ont le même genre de collections spécialisées dans le costume et le bijoux traditionnel et sensiblement le même personnel scientifique et les mêmes activités : quatre ou cinq conservateurs de la même génération formés à l'université d'Athènes et à l'étranger. Les échanges se font au niveau des expositions mais aussi dans le cadre de campagnes communes sur le terrain.

Le Musée national communique aussi avec des musées locaux plus petits et rarement pourvus de personnel scientifique ; il les conseille directement pour la muséographie ou il intervient en tant que conseiller du service d'ethnographie du Ministère de la Culture qui inspecte ces établissements.

Enfin le Musée national entretient des relations avec les diverses institutions athéniennes de caractère ethnographique, par le biais de collaborations scientifiques : cours donnés par un des conservateurs en "muséo-pédagogie" à l'Université d'Athènes et accueil de ces étudiants en stage au Musée ; participation aux travaux d'associations scientifiques ou culturelles comme la "société de laographie", la Société d'histoire et d'ethnographie. D'une manière générale les collections ethnographiques sont très répandues à Athènes et le musée compte de nombreux partenaires : le département d'art populaire du musée Benakis, le musée national d'histoire et d'ethnographie grecque ; dans le quartier même du Musée national d'art populaire, Plaka,

## ECHANGES

on peut citer le Centre de Céramique traditionnelle (une fondation privée), le Musée Municipal Hadji Michalis et les antennes du musée national : bâtiment des réserves, collections de céramique en cours d'installation dans une ancienne mosquée et projet de musée de la vie quotidienne et de l'hygiène dans un ancien hamman.

*A l'issue de ce stage deux activités pourront se développer. D'une part, la mise en place d'un échange "classes-Europe" entre le MNATP et le Musée National d'art populaire grec, pour l'année scolaire en cours ; d'autre part la création de contacts efficaces pour la préparation des rencontres européennes des musées d'ethnographie en 1993 (EURO'ETHNO 93).*

Martine Jaoul  
Musée national des A.T.P.

## MUSÉES SANS FRONTIÈRES

Stage en URSS de Michel RUTSCHOWSKY, Conservateur à l'Inspection générale des Musées classés et contrôlés

### I - Introduction

Établir un bilan de stage n'est pas chose aisée surtout quand celui-ci est mené tambour battant sur une courte période, sur un long parcours et autour d'un thème qui paraît bien délimité mais qui, en réalité, a été consacré tout autant à l'icône qu'à l'histoire générale de l'art, la muséographie et la restauration.

Organisé par l'École du Patrimoine, ce stage n'a pu être mis en œuvre qu'avec la collaboration d'ICOM-France et ICOM-URSS et l'aide de la Compagnie "Air France". Il s'est déroulé du 24 novembre au 6 décembre 1990, soit au total 13 jours qui m'auront

conduit de Leningrad à Moscou en passant par Novgorod et Pskov. J'ai pu ainsi rencontrer une trentaine de personnes spécialisées (directeurs, conservateurs, restaurateurs, conférencières), visiter 8 grands sites (Novgorod, Pskov, Isborg, etc...), 18 églises ou cathédrales (Sainte-Sophie de Novgorod, la Trinité de Pskov, etc...), 8 musées et leurs collections d'icônes, 9 ateliers ou centres de restauration (Igor Grabar et V.N.I.I.R. à Moscou...).

Ce résumé quantitatif ne doit cependant pas occulter les aspects qualitatifs qui ont concerné trois points essentiellement : l'histoire de l'art, la conservation-restauration, les perspectives.

### II - L'histoire de l'art :

Chargé à l'École du Louvre du cours d'archéologie chrétienne dans le cadre de l'enseignement d'histoire générale de l'art (1<sup>re</sup> année) et d'un enseignement spécialisé sur les icônes dans le cadre du cours organique consacré à l'archéologie chrétienne et byzantine ainsi que de cycles de conférences organisées en régions, il était extrêmement intéressant de voir les œuvres et les monuments sur place, de replacer ceux-ci dans leur contexte et d'aborder avec les spécialistes russes un certain nombre de questions. Si des œuvres ou des sites avaient pu être étudiés lors de voyages antérieurs, d'autres, comme par exemple le site d'Isborg, les fresques du XII<sup>e</sup> siècle de l'église du Sauveur du monastère Mirojskij à Pskov ou encore les icônes de Maître Denis du monastère de Théraponte, conservées au Musée Russe à Leningrad, n'avaient jamais pu l'être.

Ainsi, pour les différentes périodes de l'art russe ancien - Russie kievienne, Russie des Principautés, Russie moscovite - soit du X<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, ce stage aura largement contribué à enrichir mes connaissances et mon expérience, à découvrir des monuments et à compléter ma documentation, notamment photographique.

### III - Conservation et restauration :

Dans ces deux domaines, en qualité de conservateur du Patrimoine affecté à l'Inspection générale des Musées classés et contrôlés,

chargé par ailleurs du récolement des icônes conservées dans les collections publiques, il était intéressant de comprendre comment :

- sont organisés les musées en URSS,
- sont abordés les problèmes de conservation et de présentation,
- est organisée la restauration des œuvres.

Ce dernier point a fait l'objet d'une attention plus soutenue.

Il existe en URSS plusieurs types de centres qui se consacrent à la restauration des icônes et qui sont complémentaires. Situé à Moscou, l'Institut central de Recherches scientifiques en Restauration (V.N.I.I.R.) est un établissement polyvalent qui a pour vocation de faire de la recherche fondamentale en matière de restauration et de muséologie. Divisé en sections spécialisées dont l'une se consacre à la peinture sur bois (icônes, boiseries, sculpture), il expérimente des méthodes ou des techniques nouvelles, établit des bilans techniques ou scientifiques, publie les résultats de ses travaux, conseille les ateliers de restauration et effectue des interventions qui nécessitent un haut niveau de qualification.

A Moscou également, le centre Igor Grabar se consacre à la restauration d'icônes mais à la différence du V.N.I.I.R., il s'agit d'un établissement pilote en matière de restauration appliquée. Il travaille de façon plus intensive, organise des campagnes de sauvegarde et de restauration, publie les résultats de ses travaux et participe à la mise en valeur des collections (exposition consacrée à l'école stroganov inaugurée récemment).

Enfin, les principaux musées possédant des collections d'icônes - Musée russe, Ermitage, Novgorod, Pskov, galerie Tretyakov, Kremlin de Moscou - ont leur propre atelier de restauration chargé d'assurer la conservation quotidienne des œuvres, de prendre les mesures urgentes de sauvegarde, d'effectuer des restaurations légères et, selon le niveau de qualification, de prendre en charge des interventions de grande ampleur. Si l'on compare à la France, on peut dire que globalement les principes, le proces-

sus et les techniques de restauration sont équivalents. Les différences portent plutôt sur l'organisation : existence d'un centre de recherche fondamental, organisation systématique d'ateliers de restauration dans les musées, responsabilité mieux partagée du conservateur et du restaurateur en matière de conservation des œuvres.

#### IV - Les perspectives :

Outre ce qui vient d'être dit, il convient de souligner que ce stage, aura permis de prendre de nombreux contacts et de se familiariser avec le monde des Musées en URSS. Il importe que d'autres stages similaires consacrés à d'autres disciplines comme les arts et traditions populaires, les lieux de mémoire, le Palais-musée, etc... soient organisés. D'autres types d'échanges sont également envisageables afin d'entretenir les liens entre spécialistes :

- stages spécialisés : techniques de l'icône, l'école de Novgorod, l'école de Moscou, etc...

- Participation à des campagnes de fouilles archéologiques, notamment à Pskov ou Novgorod. Sur ce dernier point, il serait très intéressant de confronter les expériences d'archéologie médiévale menées sur des sites riches en bois comme Charavines en France et Novgorod en URSS.

- Organisation d'expositions portant sur des thèmes variés : l'économie du bois à l'époque médiévale par exemple ou bien, sur proposition du Directeur du Musée Novgorod, très favorable à ce type d'échanges, la fonte de bronze et de cuivre en Russie (XI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle), L'icône russe ancienne des XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles, etc...

- Participation à des travaux de recherches : l'existence d'archives en français inédites en Russie du Nord, semble-t-il, pourrait faire l'objet de recherches menées conjointement.

- Échanges d'expériences : ils sont possibles dans différents domaines tels que l'administration et la gestion des musées, la muséographie, la restauration, etc... Il est d'ailleurs un point sur lequel l'expérience française pourrait bénéficier aux musées en URSS : c'est l'organisation et la

gestion commerciale de l'accueil des visiteurs.

#### V - Conclusion :

En conclusion, ce stage effectué dans un contexte difficile, s'est déroulé de façon satisfaisante grâce à l'efficacité, la compétence et la qualité de l'accueil de tous ceux qui en URSS ont bien voulu me guider et me prendre en charge. Il en est résulté un enrichissement professionnel et humain que l'on souhaite voir se développer encore par d'autres échanges et des contacts renouvelés.

**N.B.** Ces échanges ont pu être réalisés dans le cadre de la formation continue des conservateurs de musée organisée par l'École du Louvre - École du Patrimoine. Sous l'appellation "Musées sans Frontières", ce programme a pu être mis sur pied grâce à un accord entre l'ICOM et l'École du Patrimoine. Il a bénéficié de l'aide de la Compagnie "Air France".

L'École nationale du Patrimoine vient d'annoncer la poursuite de cette opération.

## A NOTER

### ESPAGNE :

*La rénovation ou la mort.*

*"Comité espanyol de l'ICOM : Renovació o mort".*

Ainsi s'exprime Camilla Gonzalez en éditorial de *Informatiu museus*, n° 10, organe de la généralité de Catalogne. Le Comité français souhaite que le comité espagnol surmonte ses difficultés et reprenne sa place au sein de l'ICOM.

A suivre.

### C : THE NEWSLETTER

Un nouveau titre dont le n° 1 porte la date du **15 septembre 1990**. Cette lettre dont l'éditeur responsable est René André et dont le secrétariat de rédaction est assuré par J. de Decker et A Schoonbrodt est publiée par la DGX2 "Action culturelle" (rue Joseph II, 70, B-1049 Bruxelles) de la Commission des communautés européennes.

Quelques lignes de l'éditorial :

*Le sens de cette Newsletter est là : elle devrait mieux initier les intéressés aux diverses interventions déjà accomplies, ou encore à réaliser dont cette cellule d'action s'est chargée. Ces actions ne recouvrent pas le champ entier de la culture, elles ont plutôt cherché à compléter celles des autres pouvoirs, se définissant des spécificités véritablement transnationales et cherchant dans quels domaines l'Europe pouvait se rendre la plus utile. Ce sont les multiples voies de cette quête que la Newsletter tentera de mieux faire connaître.*

### INDE, regards sur la science.

Saraj Ghose le dynamique président du Comité indien et de l'or-

ganisation régionale pour l'Asie et le Pacifique et membre du bureau exécutif de l'ICOM présente au Palais de la Découverte cette passionnante exposition (jusqu'au printemps 1991). Notre Président, Jacques Perot, assistait à l'inauguration par M. Hubert Curien, Ministre de la Recherche et de la Technologie, bonne occasion pour féliciter Étienne Guyon pour sa nomination à la tête de l'École normale supérieure.

### Etre membre de l'ICOM, c'est AUSSI être accueilli !

L'une des marques de l'appartenance à une même profession est à travers le monde l'accueil.

Dès sa fondation, l'ICOM demandait à chacun des Comités nationaux de veiller à ce que dans chaque pays ce témoignage d'accueil et de solidarité se concrétise par l'accès gratuit aux musées accordé à tous les membres de l'ICOM.

La plupart des musées français et étrangers ont effectivement mis en application cette recommandation, et si votre musée ne pratique pas cette hospitalité, n'oubliez pas d'en rappeler le principe aux personnes chargées du droit d'entrée.

Certains d'entre vous nous signalent régulièrement que certains pays, notamment notre sœur transalpine, ignorent superbement la signification de l'appartenance à l'ICOM.

Comme nous l'avons déjà fait par écrit auprès de nos collègues nous renouvelons ici le vœu d'une meilleure compréhension de ce souci de l'accueil des professionnels de musée du monde entier.

## QUÉBEC 1992

*La XVI<sup>e</sup> conférence générale de l'ICOM se tiendra à Québec du 19 au 26 septembre 1992.*

Un thème :

**Les musées : Y a-t-il des limites ?** (Museums : Rethinking the boundaries).

Présidente d'ICOM Canada, notre collègue Nancy Hushion est présidente du Comité d'organisation.

Bon courage !

### PRIX EUROPÉEN DU MUSÉE DE L'ANNÉE :

dernier délai pour les candidatures pour 1992 : **31 MARS 1991**

Le Comité français détient les formulaires pour les candidatures à ce prix.

Rappelons qu'en 1990 le prix principal a été décerné lors d'une cérémonie qui s'est tenue à Bologne, à l'Ecomusée de la région de Fourmies-Trélon que nous sommes heureux de féliciter.

### Patrick Cardon quitte le secrétariat général de l'ICOM.

Au cours du dernier Conseil exécutif Patrick Cardon, secrétaire général de l'ICOM a fait savoir qu'il ne solliciterait pas un troisième mandat de trois ans à ce poste et exprimé le désir de se retirer.

Le 15 décembre 1990, Elisabeth des Portes, secrétaire générale adjointe de l'ICOM a donc pris la relève.

En exprimant la gratitude du Comité français à Patrick Cardon pour ce qu'il a pu faire au sein de l'ICOM nous offrons à Elisabeth des Portes tous nos vœux de succès dans la rude tâche qui l'attend.

### Odile Sellier-Gsell quitte le secrétariat du Comité français.

Après de longues années passées au secrétariat du Comité français et de l'Association générale des

Conservateurs de Collections publiques Odile Sellier-Gsell vient d'être affectée à la Photothèque de l'École du Louvre.

En nous souvenant de tout ce qu'elle a fait pour l'ICOM où elle laisse de nombreux amis nous lui adressons nos vœux pour cette nouvelle et très intéressante fonction.

#### Jacques Perot, vice-président du Comité Consultatif

Lors de sa session de juillet 1990 le "parlement de l'ICOM" qui regroupe l'ensemble des présidents de Comités nationaux et internationaux devait élire pour la première fois un vice-président (poste créé par les nouveaux statuts adoptés à La Haye).

Sur trois candidats le président du Comité français a obtenu le nombre le plus élevé de voix et a donc été proclamé élu.

#### HELSINKI, Galerie nationale 23-25 SEPTEMBRE 1991.

Conférence sur les méthodes de protection des bâtiments historiques et de leurs collections.

Cette conférence est organisée par deux comités de l'ICOM : Comité d'architecture et techniques muséographiques (ICAMT) et le groupe de travail sur l'éclairage et le contrôle climatique (CC), avec l'aide d'ICOM - Finlande et de l'association française d'architecture.

#### Renseignements :

Andrew Millard, The Manchester Museum, University, Oxford Road, M 13 9PL Manchester (G.B.)

## MARSEILLE 6-8 décembre 1991

Colloque :

### Éditions et publications de musées

Choix scientifiques, éditions par le musée ou des organismes centralisés, rééditions, diffusions, droits d'auteur. Des thèmes d'actualité abordés par tous les partenaires impliqués par ce sujets, les points de vue français et quelques exemples étrangers.

Grâce à la Ville de Marseille et à Bernard Blistène, directeur des Musées de Marseille, les réunions se tiendront à la Vieille Charité.

Les institutions et musées ainsi que les organismes d'édition intéressés par une communication sont priés de joindre

Catherine ARMINJON

Secrétaire générale du Comité français de l'ICOM

Hôtel de Vigny

10, rue du Parc Royal

75003 PARIS

Tél. : 42 71 22 02

Fax : 42 71 53 92.

## A NOTER

## CALENDRIER 1991

19-22 février, Washington, D.C., Etats-Unis.	Réunion du Comité de l'ICOM pour la sécurité dans les musées (ICMS) sur le thème : "Des solutions aux problèmes de protection" et salon ICMS d'équipements et services concernant la sécurité.	David Liston, Conference Coordinator, National Conference on Museum Security, Smithsonian Institution, SISC 402, 1111 N. Capitol Street N.E., Washington, D.C. 20560, Etats-Unis. Tél. : + (202) 357 1630 Fax : (202) 786 2605.
4-7 mars, Delhi et Calcutta, Inde.	Réunion extraordinaire du Conseil exécutif de l'ICOM.	D' Saroj Ghose, Director, NCSM, block GN, Sector V, Bidhan Nagar, Calcutta 700 091, Inde
20-25 mars, Beidiahe, Rép. Populaire de Chine.	Conférence internationale du Comité de l'ICOM pour les musées d'histoire naturelle. Thème : "Les musées et les questions liées à environnement".	Craig C. Black, Director, Los Angeles County Museum of Natural History, 900 Exposition Blvd., Los Angeles 90007, Etats-Unis.
7-20 mai, Osaka, Nara et Kyoto, Japon.	Réunion du Comité de l'ICOM pour les musées et collections d'instruments de musique (CIMCIM).	Pour contributions : Cynthia Adams Hoover, Division of Musical History, NMAH 4123, Smithsonian Institution, Washington, DC 20560, Etats-Unis. Tél. : + 202 357 1707.
21-25 mai, Bilzen, Belgique	Deuxième congrès international sur "Les textiles du Moyen-Age, plus particulièrement dans la région Meuse-Rhin", organisé par le Musée d'art religieux de la Province de Limbourg et l'Institut Royal pour le patrimoine artistique de Belgique.	Provinciaal Museum voor Religieuze Kunst Begijnhof 59, B-3800 Sint-Truiden, Belgique. Tél. : + (11) 68 85 79.
5-7 juin Paris, France.	Réunion du Comité de l'ICOM pour l'audio-visuel et les nouvelles techniques de l'image et du son (AVICOM).	Claude-Nicole Hocquart, Association de l'École du Louvre, 34, Quai du Louvre, 75041 Paris Cedex 01.
10-14 juin, Helsinki, Finlande.	Comité de l'ICOM pour les musées d'art appliqué (ICAA).	Jarno Peltonen, Kunstindustrimuseet, Helsinki.
27 - 28 juin, Paris, France.	Symposium du Comité de l'ICOM pour la gestion de musée (INTERCOM) sur "l'utilisation du coefficient de taxation fiscale comme outil de gestion".	Stephen E. Weil, Deputy Director, Hirshhorn Museum and Sculpture Garden, Smithsonian Institution, Washington D.C. 20560, Etats-Unis
1 <sup>er</sup> -7 septembre, Bratislava, Tchécoslovaquie.	XII <sup>e</sup> Congrès de l'Union Internationale des Sciences Préhistoriques et Proto-historiques sur la situation actuelle et l'avenir de l'archéologie.	Archeologicky ustav Slovenskeju akadémie vied Sekretariat XII, kongresu UISPP, 949 21 Nitra-hrad, Tchécoslovaquie.

16-21 septembre, Ottawa, Canada.	"Sauvegarder le 20 <sup>e</sup> siècle : la dégradation et la préservation des matériaux modernes", symposium centré sur la conservation des polymères synthétiques, polymères naturels modifiés, métaux et composites.	Cliff McCawley, Symposium 91, Institut canadien de conservation, Ministère des Communications, 1030, chemin Innes, Ottawa, (Ontario), Canada K1A 0C8. Tél. : + (613) 998-3721.
15-23 octobre, Jérusalem, Israël.	Réunion du Comité de l'ICOM pour l'éducation et l'action culturelle dans les musées (CECA).	Nira Raz, Haifa Museum, 26 Shabbetai Levy Street, P.O. Box 45134, Haifa 31451, Israël. Tél. : + 52 32 55-8 Fax : + 52 78 92.
Fin octobre, Madrid, Espagne.	Réunion du Comité de l'ICOM pour le costume. Thème : "Aspects du costume".	Mariliina Perkko, Espod City Museum, Thurmaninpuistotie 10, SF-02780 Kauniainen, Finlande. Tél. : + (358.0) 30 50 530 Fax : + (358.0) 30 50 654.
4-8 novembre, Honolulu, Hawaï, Etats-Unis.	Troisième Congrès mondial d'Heritage Preservation International. Thème : "Tous ensemble pour un tourisme de qualité" ou l'interprétation et la préservation du patrimoine à travers une meilleure compréhension des cultures et communautés concernées.	Gabe Cherem, Dept of Geography & Geology, Eastern Michigan University, Ypsilanti, MI 48197, Etat-Unis. Tél. : 487-0218.
(date à préciser) Brno, Tchécoslovaquie.	Comité de l'ICOM du verre.	

**ICOM-  
FRANCE  
SOUTIENT  
LES  
INITIATIVES  
DE SES  
MEMBRES**

## L'EUROPE DE L'IMAGE

**NARCISSE**

**Network of Art Research  
Computer Image Systems in  
Europe**

*Le projet NARCISSE : une banque  
d'images scientifiques d'œuvres  
des musées européens.*

*Chef de file du projet :  
DIRECTION DES MUSÉES DE  
FRANCE.*

Les grands musées européens disposent de 1,5 million de documents iconographiques (vues en lumière visible, rasante, frisante, infrarouge, ultra-violet, radiographies, autoradiographies, bêta-graphies, gammagraphies, coupes stratigraphiques/ etc...) concernant le patrimoine artistique. Cette documentation correspond à un besoin exprimé par les professionnels de l'art ou les institutions à des fins de recherche, d'enseignement et de diffusion de la culture artistique européenne. Un des objectifs du projet est donc d'associer à des bases de données documentaires multilingues, l'image électronique en très haute définition des documents réalisés depuis plus d'un demi-siècle sur les œuvres d'art.

Outre d'assurer leur pérennité, de faciliter leur gestion et de renouveler leur exploitation (traitement et analyse d'image) ces banques d'images vont faciliter leur diffusion entre les services concernés (en particulier les laboratoires, les musées, les centres de restauration, les instituts d'art etc...) mais également d'en étendre l'utilisation. En effet, la fragilité, l'unicité des documents et les moyens mis en œuvre ne sont plus adaptés à une demande de consultation croissante. Stockés dans des pochettes ou enveloppes, inventoriés par tableau selon un classement chronologique et par catégories, ces documents sont difficilement accessibles en particulier dans les grandes photothèques qui sont également les plus fréquentées. Un accès permanent, local ou global à cette documentation dispersée dans tous les pays d'Europe sera un atout majeur pour la recherche en histoire de l'art et des techniques.

De même les étudiants trouveront un champ plus étendu à leur formation par les résultats que les méthodes scientifiques apportent à la connaissance des œuvres. C'est pourquoi, il est indispensable de lier l'information relative à l'œuvre d'art à celle des documents scientifiques au moyen d'une grille de saisie commune et multilingue. La base documentaire unifiée, et stockée chez tous les partenaires, permettra de poser des questions dans chacune des langues des pays engagés, grâce à l'élaboration d'un thésaurus multilingue limité au contenu des champs descriptifs. Un système de gestion de base de données permettra d'accéder, à partir de la base documentaire textuelle, aux images numérisées et stockées sur un support optique.

Le projet Narcisse, fondé par un consortium de cinq partenaires (laboratoires de musées de pays membres de la Communauté Européenne : Allemagne, Danemark, France, Italie, Portugal), amorce la constitution d'une banque d'images distribuée en très haute définition, d'abord à partir des documents scientifiques pour la plupart en noir et blanc, puis en couleur en opérant directement sur les œuvres concernant le patrimoine artistique des grands musées européens.

*Information :  
Christian LAHANIER  
chargé de mission scientifique au L.R.M.F.  
Direction des Musées de France  
Tél. (1) 42 60 39 26.*

## EUR'ETHNO 93

*En 1993, des manifestations de caractère ethnographique se dérouleront à Paris, principalement au Musée national des arts et traditions populaires et au Musée de l'Homme. Les organisateurs souhaitent vivement associer à cette entreprise des projets élaborés en régions, qui auraient pour objectif, la mise en valeur du patrimoine ethnographique européen, dans tous ses aspects régionaux ou territoriaux.*

*L'ensemble de ces manifestations sera "labellisé" sous le sigle "EUR'ETHNO 93" et pourra s'appuyer sur des supports communs de diffusion. Si vous désirez participer à cette opération, veuillez contacter Jacques PEROT ou Martine JAOL.*

## EUR'ETHNO 93

Une semaine de manifestations sur les cultures populaires de l'Europe.

*A l'occasion de l'avènement de l'Europe, deux musées français d'ethnologie, organisent à Paris des manifestations qui expriment leur volonté de réflexion commune, autour des sujets suivants :*

- *Muséologie des collections ethnographiques européennes*
- *Etat de la recherche et diffusion des connaissances sur le thème de la Fête en Europe.*

Manifestations prévues :

- 1 - Exposition : "La Fête passionnément"  
Janv.-juin 93, au Musée national des Arts et Traditions Populaires.
- 2 - Rencontre des musées d'ethnologie Européenne

3 - Exposition "L'Europe en fêtes"  
Février - décembre 1993, au Musée de l'Homme.

4 - Colloque "Fêtes et Cités"  
Organisé par la Société d'Ethnologie française au Musée national des Arts et Traditions Populaires - février 1993.

5 - Festival de films ethnographiques.  
Musée de l'Homme, Musée national des Arts et Traditions Populaires.

6 - Colloque "L'Europe en Fête".  
Novembre 1993, au Musée de l'Homme.

#### Responsables des manifestations

1 - Au Musée National des Arts et Traditions Populaires  
6, avenue du Mahatma Gandhi  
75116 PARIS

Tél. : (1) 40 67 90 00

Fax : (1) 45 00 31 33 :

- Martine JAOUÏ (Colloque ICOM : "Musées d'Ethnologie Européenne")

- Marie-France GUEUSQUIN (exposition "La fête passionnément" et colloque S.E.F. "Fêtes et Cités").

2 - Au Musée de l'Homme, Département Europe

Palais de Chaillot,  
Place du Trocadéro  
75116 PARIS

Tél. : (1) 47 04 92 26

Fax : (1) 47 55 11 64 :

- Yvonne de SIKE (exposition et colloque "L'Europe en fête").

## EUR'ETHNO 93

### PREMIERE RENCONTRE EUROPEENNE DES MUSÉES D'ETHNOGRAPHIE

Lieu :  
Musée National des Arts et Traditions Populaires  
6, avenue du Mahatma Gandhi  
75116 PARIS France.

Dates :  
3 journées dans la première semaine de février 1993.

#### Organisateurs :

Comité Français de l'ICOM  
Musée National des Arts et Traditions Populaires.

#### Contenu :

L'ethnographie est sans doute science et curiosité, mais la curiosité est le moteur de toute recherche. Elle est science d'utilité aussi, dans la mesure où le respect de la dignité humaine se manifeste à l'égard de civilisations qui passent rapidement au creuset planétaire. Elle serait science de nécessité au jour où une **ressaisie de l'équilibre dans la diversité humaine** apparaîtrait comme une des issues du progrès.

André Leroi-Gourhan.

Ces diversités, celles-là même qu'étudient et qu'expriment les musées d'ethnographie sont de plus en plus gravement menacées. L'industrialisation, l'urbanisation, la monoculture et la disparition du monde paysan, la diffusion rapide des progrès technologiques et la mondialisation de l'économie, gommant les différences et renvoient les objets des collections ethnographiques à un passé toujours plus éloigné.

Cette tendance est-elle irrésistible ? L'importance croissante de la notion de patrimoine ethnologique, la floraison de musées locaux, la défense des dialectes et la question si souvent posée de l'identité, sont autant de raisons de penser que non. Et s'il est des lieux de résistance, c'est notamment dans les musées d'ethnographie qu'ils se trouvent ; car c'est dans leurs collections, leurs expositions, leur action que se trouve exprimée l'extraordinaire diversité des cultures de l'Europe : sa richesse.

Au nom de grandes valeurs, la spiritualité, l'humanisme, la rationalité, la démocratie, chacun prend aujourd'hui conscience de la communauté de destin que signifie l'Europe. N'y aurait-il pas urgence à ce qu'une autre prise de conscience ait lieu, simultanément, celle de la nécessité de connaître et de respecter l'autre, de la défense de la diversité des cultures, de la rencontre des identités ?

Si tant est qu'il soit défini, le rôle qu'y joueraient les musées d'ethnographie, qu'ils soient nationaux, régionaux, locaux, écomusées ou de plein-air, serait alors capital.

Les premières rencontres européennes des musées d'ethnographie accorderont à cette réflexion sur les fonctions, les rôles et l'avenir du musée d'ethnographie dans l'Europe des régions, une place centrale. Quantité d'autres questions en découlent, liées aux politiques d'acquisition, de conservation et de documentation, aux stratégies de communication, à la connaissance et l'élargissement des publics... Toutes seront exposées et traitées en autant de tables rondes.

Ces premières rencontres européennes des musées d'ethnographie ont parmi leurs ambitions celle de lancer la création d'un **réseau européen des musées d'ethnographie** pour la mise en œuvre de programmes de rencontres, d'échanges, de recherche et de formation, sur les missions d'étude, de conservation et de communication que partagent ces musées à l'égard du patrimoine ethnologique des régions de l'Europe.

## MEDIA SAVE'91

ROME.

17 - 22 juin 1991.

Sur une idée de notre ami Gaël de Guichen l'ICCROM a proposé au gouvernement italien de réaliser, à partir de 1991, une manifestation annuelle qui associe le problème de la sauvegarde du patrimoine culturel à la réalité de la communication.

Patrizia Nitti, l'une des chevilles ouvrières de cet ambitieux projet en a présenté les principaux aspects à Jacques Perot.

#### Qu'est-ce que Media Save Art'91 ?

C'est une exposition-concours internationale de la presse, du cinéma, de la télévision et de la sponsorship qui associe le problème de la sauvegarde du patrimoine culturel à la réalité de la communication.

Elle fait appel à la presse, au cinéma, à la télévision et aux autres médias qui sont les moyens les plus efficaces pour informer le public des dangers qui menacent

**ICOM-  
FRANCE  
SOUTIENT  
LES  
INITIATIVES  
DE SES  
MEMBRES**

notre patrimoine culturel et des efforts accomplis par les experts pour le conserver et le restaurer.

**Manifestations ouvertes au public :**

**A) Concours de films et de vidéos**

Cinq jours seront consacrés à une projection continue des films et téléfilms sélectionnés pour le concours.

Le concours est ouvert soit aux professionnels du domaine (metteurs en scène, producteurs, distributeurs, etc.) soit aux élèves des écoles de cinéma, de télévision, de journalisme et de restauration. Les œuvres en concours pourront aussi bien traiter de l'attitude du public envers la sauvegarde du patrimoine, de son niveau, de connaissance des problèmes posés, qu'illustrer les dégâts causés par l'humidité, la pollution, le vandalisme, etc., ou encore décrire une action de sauvegarde ou de restauration.

**B) Concours pour la presse**

Une compétition sera organisée pour désigner le meilleur article publié dans la presse (quotidiens, périodiques) traitant du thème de la manifestation.

**C) Concours - Exposition**

La galerie du *Cortile delle Arance*, au premier étage de l'ensemble Monumental de San Michele, accueillera deux expositions.

L'une documentera les interventions les plus significatives effectuées par les entreprises ayant sponsorisé la restauration ou le sauvetage d'un bien culturel. L'autre exposera photos, matériel graphique ou affiches concernant toujours le thème de la détérioration et de la conservation du patrimoine culturel.

**Manifestations réservées aux professionnels**

**Les "débat"**

Parallèlement à la présentation des films dans l'*ex-sentidoio* de San Michele, des journées seront dédiées au thème de la manifestation : "Le rôle de la presse, du cinéma, de la télévision et des médias dans la sauvegarde des biens culturels".

Des spécialistes dans le domaine de la sauvegarde et de la communication, Italiens et étrangers, animeront les débats destinés aux professionnels de médias (journalistes, réalisateurs de films pour la télévision et le cinéma, etc.),

conservateurs, restaurateurs, archéologues, architectes, historiens d'art, professeurs et opérateurs dans le domaine de la didactique, représentants d'associations (groupes d'archéologues, associations d'"amis" de musées, de châteaux, etc.), entreprises "sponsorisatrices".

**Prix et caractéristiques des productions**

Cinq prix pour un total de 60.000.000 de liras italiennes récompenseront la meilleure production dans chaque secteur en concours, selon la qualité esthétique, pédagogique et scientifique du contenu.

Il est essentiel que les travaux présentés soient destinés spécialement au grand public conformément au but de la manifestation.

Seuls les films, les vidéos et les articles publiés ou produits dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1989 et le 31 mars 1991 seront admis au concours.

**Tout le matériel doit parvenir au secrétariat**

**ICCROM-MEDIA SAVE'ART  
13, via di San Michele - 00153  
Rome,  
au plus tard le 15 avril 1991.**

## MUSEUM

**Q** quatre thèmes pour les quatre numéros de 1990 :

- 165 Musées, alphabétisme et alphabétisation.
- 166 Musées portuaires.
- 167 Musées et Art nouveau.
- 168 La bonne parole : les revues moséoles.

Rappelons que les membres de l'ICOM bénéficient du demi tarif pour l'abonnement à Museum (78 F.).

Désormais ils devront s'adresser directement à **L'UNESCO pour régler leurs abonnements :**

UNESCO  
Service des abonnements  
à l'attention de  
Madame M.-T. HARDY  
31, rue François-Bonvin  
75015 PARIS  
Tél. : (1) 45 68 45 65.

## LA PROTECTION DES TRÉSORS NATIONAUX

**D**epuis quelque temps, la création du Grand Marché de 1992 suscite des craintes, surtout, dans les pays du sud de la Communauté, de voir disparaître un grand nombre de trésors nationaux, du fait même de la suppression des contrôles aux frontières intérieures. Pour répondre à cette inquiétude la Commission a adopté en novembre 1989 une communication relative à la "protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique dans la perspective de la suppression des frontières intérieures en 1992".

Cette problématique sera le thème majeur du Conseil des Mi-

nistres de la Culture le 19 novembre prochain. Si la Communication n'aborde pas la question de la libre circulation des biens culturels après 1992, c'est que ceux-ci, bien que de nature spécifique, restent soumis en tant que marchandises au principe fondamental de la libre circulation des marchandises prévu par le traité CEE. Il s'agit ici des trésors nationaux et plus précisément de leur protection après 1992.

En effet, après cette date, l'article 36 CEE restera d'application et l'instauration d'un espace sans frontières intérieures n'implique pas la suppression des procédures, des interdictions et des restrictions actuellement en vigueur dans les Etats membres pour interdire l'expédition des trésors nationaux vers les autres pays de la Communauté. Seulement le contexte juridique et matériel dans lequel seront mises en œuvre les législations nationales sera totalement modifié : les personnes et les marchandises ne pourront plus être contrôlées lors du passage aux frontières intérieures à la Communauté. Et les contrôles fiscaux ne pourront plus être effectués lors des procédures d'exportation.

### 1992 : Trésors sans frontières ?

Si les Etats membres garderont le droit d'appliquer leurs législations nationales dans la mesure où elles respectent les limites tracées par l'article 36 CEE, celles-ci seront dépourvues de toute portée du fait de la disparition des moyens de contrôle.

La même difficulté surgit aux frontières extérieures. Comme l'exception de l'article 36 CEE existe également pour les exportations vers les pays tiers, chaque Etat membre a la possibilité d'appliquer sa propre loi pour interdire l'exportation hors Communauté des trésors nationaux. Rappelons qu'il y a donc douze régimes différents aux frontières extérieures de la Communauté.

La réalisation du marché intérieur ne modifiera pas ces données. Toutefois la situation juridique et matérielle sera changée. Avec la disparition des frontières intérieures, il sera plus aisé de présenter un trésor national sorti illicitement de son pays d'origine au bureau de douane de son choix afin de l'exporter ensuite vers un pays

tiers. En outre, sans mesure communautaire, rien n'empêchera l'administration douanière du pays où est présenté ce même trésor national d'en autoriser l'exportation. Celle-ci sera faite conformément à sa conception du patrimoine national, à ses propres critères et sans tenir compte de la sensibilité culturelle et des intérêts du pays d'origine.

Aussi bien, l'objet de la Communication relative à la protection des trésors nationaux est-il d'examiner quelles mesures pourraient être prises au plan national, aux frontières extérieures et à l'échelle du marché intérieur pour éviter que la suppression des frontières intérieures ne se solde par un appauvrissement des patrimoines nationaux. Il ne faut pas en déduire que la Commission nie l'ampleur du fléau que représente le trafic illicite des œuvres d'art volées, mais elle entend concentrer pour l'instant son attention sur l'expansion illicite des trésors nationaux.

### Quelle protection pour les trésors nationaux ?

La constitution d'un "patrimoine culturel commun à tous les Européens" qui pourrait être la solution à long terme, reste pour le moment une idée prématurée. Les débats récents l'ont du reste démontré : les Etats membres raisonnent en terme de protection de "leur" patrimoine national. S'ils sont prêts à collaborer c'est pour prévenir que leurs trésors nationaux sortis illicitement du territoire national ne soient exportés vers un pays tiers et pour en garantir le retour.

Deux impératifs sont donc à concilier : l'instauration du marché intérieur, qui de toute façon sera réalisé, et la protection des trésors nationaux qui reflète les sensibilités culturelles de chaque pays. La Communication propose des orientations qui servent de base à un dialogue avec les Etats membres. En raison de leur compétence dans la conduite de leur politique culturelle, la Commission applique donc ici le principe de subsidiarité : il ne faut agir au niveau communautaire que s'il apparaît clairement que de telles mesures seront plus efficaces que les mesures nationales. Principe de subsidiarité d'autant plus fondé qu'une Déclaration générale a été annexée à l'Acte unique

A LIRE

ICOM  
FRANCE

selon laquelle "aucune de ces dispositions n'affecte le droit des États membres de prendre celle des mesures qu'ils jugent nécessaires en matière de lutte contre... le trafic des œuvres d'art et d'antiquité".

Les orientations proposées sont de trois ordres. Au plan national : la loi pénale, surveillance du marché de l'art. Aux frontières extérieures : faire accompagner le bien culturel d'une déclaration à l'exportation de l'État membre d'origine autorisant l'exportation vers les pays tiers. A l'échelon du marché intérieur : distinction entre autorisation d'expédition et autorisation d'exportation, reconnaissance mutuelle des législations nationales et possibilités de retour des trésors nationaux sortis illicitement, régime harmonisé ou obligatoire de documentation des biens culturels, établissement d'un registre européen des trésors nationaux. A quoi vient s'ajouter la ratification de la convention UNESCO de 1970 visant à interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels.

#### Dialogue vers un consensus ?

Tout dépend maintenant du dialogue qui, depuis le mois de novembre 1989, s'est instauré entre la Commission et les États membres. La Commission attend le rapport présentant les travaux du Comité des Affaires Culturelles et les conclusions de la Présidence italienne et qui devraient être adoptés lors du prochain Conseil Culture. Alors elle se prononcera sur le contenu des éventuelles mesures.

S'il existe, après plusieurs mois de débats, un consensus sur les principes relatifs au renforcement de la coopération entre les douze, à un système de restitution des trésors nationaux sortis illicitement et au renforcement des contrôles aux frontières extérieures, ce consensus reste fragile. Il y a en effet de profondes divergences dès lors que l'on aborde la mise en œuvre, la portée et les effets de ces principes. Divergences qui s'expliquent par le fait que la position de chacun des Douze est déterminée par leur régime national. Ainsi en est-il notamment du principe de l'indemnisation équitable de l'acquéreur de bonne foi.

Autre pierre d'achoppement : le régime à l'exportation vers les pays tiers. Les États membres qui ont établi une liste de biens culturels dont l'exportation est interdite sans autorisation sont bien sûr favorables à un système fondé sur des listes de trésors nationaux. Les autres, au contraire, préfèrent l'établissement de certificats accompagnant les biens culturels et prouvant qu'ils peuvent être exportés. Et même parmi ces derniers, il existe une opposition entre ceux qui plaident en faveur d'un système de certificats conçus comme "passeport" pour tous les biens culturels, et ceux qui préfèrent un système de certificats limités à certaines catégories de biens culturels. Mais encore faudrait-il dans cette dernière hypothèse s'entendre sur les critères communs définissant ces catégories.

Les douaniers peuvent dès lors se demander si le Grand Marché allégera véritablement leur tâche et si les contrôles seront réalisables... Reste à savoir si le Conseil Culture du 19 novembre prochain avalisera le subtil compromis qui s'est dégagé des récents débats. Compromis qui tente de surmonter le clivage entre les pays du Nord de la Communauté, plus "libéraux" et les pays du Sud, plus "protectionnistes". Ces débats ne sont pas clos et la Commission Européenne n'a pas dit son dernier mot.

Extrait de :

**C : The Newsletter,**  
n° 2, 15 novembre 1990.



# EXPORTATION DES BIENS CULTURELS APRES 1992

ACTES DU COLLOQUE DE BORDEAUX  
3 MARS 1989

Un VOLUME format 16 x 24 cm, 64 pages.

BON DE COMMANDE à retourner à ICOM-FRANCE, Palais du Louvre, 75041 PARIS Cedex 01.



M. \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

MEMBRE DE L'ICOM :    oui             non

désire recevoir \_\_\_\_\_ exemplaire(s) des ACTES DU COLLOQUE DE BORDEAUX.

et verse la somme de :

par exemplaire  50 F (franco de port) pour les Membres de l'ICOM.

par exemplaire  70 F (franco de port).

Chèque à l'ordre d'ICOM-FRANCE.



EXPOSITION  
DES BIENS CULTURELS  
APRES 1992

ACTES DU COLLOQUE DE BORDEAUX  
3 MARS 1989